

N° 623 — Semaine du 15 au 21 juin 1974 — 2 F 50
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

tribune

socialiste

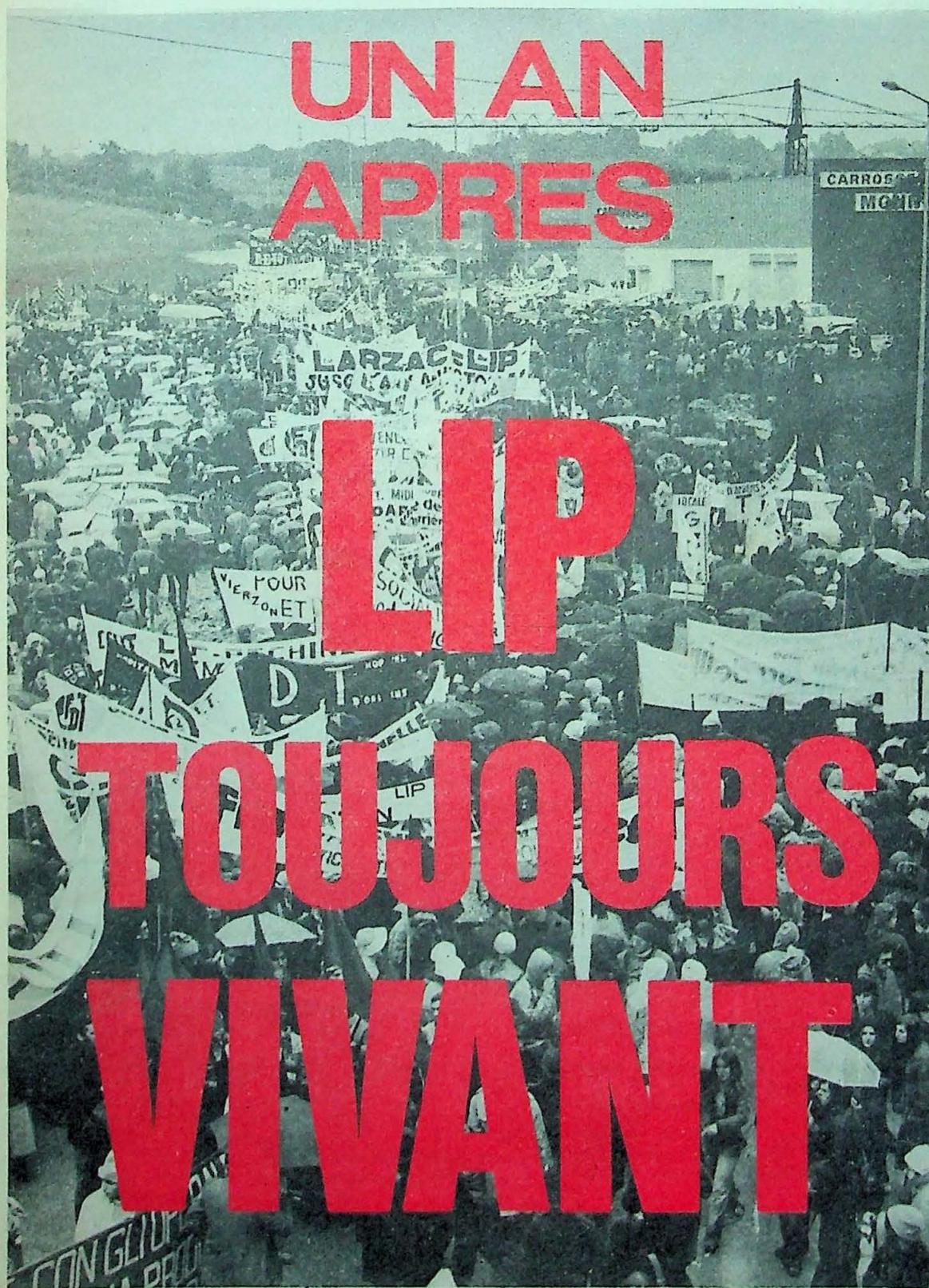


**UN AN
APRES**

LIP

TOUJOURS

VIVANT



● **CHAPUIS :**
l'avenir
du PSU

● **APPEL**
pour une
grande
force
socialiste

● **PALESTINE**
face à
Nixon

7 JOURS DANS T.S.



■ Organiser des « Assises nationales du socialisme » capables d'ouvrir la voie à la constitution d'une puissante force socialiste. Tel est le sens de l'appel qui vient d'être lancé par plus de trois cents responsables et militants appartenant à la CFDT, à la CGT, ainsi que par des responsables d'organisations, qui, tels les GAM, Objectif Socialiste, TC, la Vie Nouvelle ou des associations de consommateurs, ont situé clairement leur combat dans la perspective de l'autogestion socialiste. La présence sur cette liste de René Dumont et de Robert Lafont indique par ailleurs l'importance que doit avoir pour l'avenir du socialisme le combat écologique et celui de minorités nationales.

Pour le PSU, cet appel est capital puisqu'il reprend sur plusieurs points les objectifs proposés par la dernière DPN : constitution d'une force politique nouvelle sur la base de l'autogestion socialiste, nécessité d'une base ouvrière et populaire permettant l'articulation entre luttes sociales et luttes politiques, renforcement de l'unité populaire. Aussi, le publions-nous intégralement cette semaine suivi d'une première liste de signatures (p. 7).

■ Pierre Héritier le disait ici-même dans une interview qui a été largement reprise par la presse : « Nous avons une chance historique à saisir ». Cette chance, ce n'est rien de moins que la préparation de la victoire du socialisme en France. Une victoire qui ne sera acquise que sur la base des mutations profondes en train de renouveler le mouvement ouvrier depuis Mai 68. Lip a montré l'ampleur d'une transformation qui touche aujourd'hui directement la classe ouvrière. C'est dans cette perspective et non pour sacrifier au rite des anniversaires qu'Alain Rannou revient cette semaine sur cette lutte qui, dix mois durant, a marqué la France (p. 4-5).

■ Mai 68 — Lip. Deux moments décisifs de l'Histoire du PSU, de ce parti né du refus de la social-démocratie et du stalinisme pour donner un visage nouveau au socialisme. A l'heure où nous parlons nous-mêmes de restructuration du mouvement ouvrier, nous devons nous interroger sur notre avenir. Robert Chapuis explique dans ce numéro pourquoi, loin de renier le socialisme autogestionnaire et les acquis de ce parti, il s'agit au contraire de leur donner des moyens de lutte et d'expression à la mesure de notre tâche historique (p. 8-9-10).

■ Face à la bourgeoisie regroupée derrière Giscard et malgré les premières embûches « schreiberiennes » (p. 4), nous ne pouvons en effet sous-estimer l'adversaire. Nous ne pouvons nous payer le luxe de l'immobilisme. Comment gagner et pour faire quoi ? Telle est la question centrale que pose Michel Rocard dans son éditorial (p. 2-3) et que doit être celle de toutes les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier dans l'avenir.

■ C'est par rapport à cette perspective de prise de pouvoir que nous devons nous interroger, et en particulier sur les conditions nécessaires à la réalisation de l'autogestion. Aussi sommes-nous des plus attentifs à ce qui vient de se passer en Yougoslavie (p. 11).

C'est également dans ce contexte que nous devons situer l'ensemble des luttes anti-impérialistes, notamment au Moyen-Orient (p. 12-13) ou le développement des luttes sociales en France (p. 10).

■ Et puisque nous n'avons pas le socialisme triste, la fête du PSU, les 15 et 16 juin, n'est pas une parenthèse dans notre combat, mais un moyen privilégié de son expression. Michel Mousel exprime le sens de ce grand rassemblement auquel TS consacre cette semaine ses trois dernières pages (14, 15, 16). Car il est vrai que lorsque l'on se bat pour gagner, l'heure n'est pas à la morosité !

Gérard FERAN ■

Depuis le début du XXe siècle, la gauche française a gouverné à peine six ans en trois courtes périodes et l'importance des réalisations du Front populaire, de la Libération ou Front républicain est sujette à appréciation dubitative... Y aurait-il là une malédiction définitive ? Faut-il voir les forces du socialisme français comme limitées à une fonction défensive et à une fonction prophétique, à l'exclusion de tout rôle effectivement créateur ? Les 49,3% du 19 mai 1974 sont-ils la dernière confirmation d'une telle loi de l'impuissance ?

Je n'en crois rien. Il semble au contraire — et le rapport politique soumis à l'avant dernier Conseil national comme la résolution de la dernière Direction politique nationale se fondent sur cette idée — que les forces socialistes ont en France, pour la première fois en Occident depuis fort longtemps, la possibilité d'engager effectivement un processus de transformation socialiste dans un pays développé.

Les raisons en sont multiples. Certaines tiennent à la situation, d'autres à l'évolution des organisations.

Dans un pays développé, à économie complexe et très ouvert aux échanges internationaux, et compte tenu de l'immense capacité d'adaptation et de récupération qu'a toujours le capitalisme, il n'y a pas de perspective de victoire socialiste par le moyen d'une insurrection armée. Comme l'a montré le Chili, l'ouverture de la marche vers le socialisme se fera par la voie légale, c'est-à-dire électorale, et le processus restera légal, quitte à transformer progressivement mais complètement le contenu de cette légalité, et sauf coup de force armé de la bourgeoisie, qui n'en a pas partout les moyens.

trois affirmations

Cette situation pose donc aux forces socialistes un problème préalable : celui de la crédibilité électorale. Les masses et les travailleurs organisés l'ont bien senti. Serait-il révolutionnaire, le militant qui ne sent pas intensément la perception profonde des travailleurs ?

tribune
socialiste

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.
Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
joindre la dernière bande avec 2 F en timbres.
Indiquer la nouvelle adresse complète.



**DECOUVERTE
ET CULTURE
Loisirs**

94 rue Notre-Dame des Champs
Paris 75006

☎ 325 00 09 633 77 78

● ANGLETERRE : 6 au 28 juillet
Londres — Hampton — Canterbury — Bath — Stratford — Birmingham — Liverpool — Wakefield — Coventry —

Rencontres avec les syndicats et les travailleurs des mines, du secteur automobile, des militants politiques, minorités ethniques, shop stewards.

● ITALIE — trois circuits en coopération avec le P'dup :
— du 5 au 20 juillet, du 1er au 16 septembre (circuit du Nord)
— du 21 juillet au 6 août (circuit du Sud)

Rencontres avec la gauche révolutionnaire italienne et des militants syndicalistes, problèmes régionaux, unité ouvriers-paysans.

● ET ENCORE des séjours et circuits en Suède, Algérie, Yougoslavie, Albanie, Roumanie, Mexique, Pérou, Argentine, Yémen du Sud, Palestine, USA, Inde.

CALENDRIER

● Mercredi 19 juin - 21 h - salle des Fêtes - Vernon (Eure) : réunion-débat sur l'autogestion, avec Robert Chapuis.

● Dimanche 23 juin, 9 rue Borromée, 75015 Paris : assemblée générale collégiens, professeurs CET, et parents.

● THEATRE FOU : « C'est du bois qui pourrit ». La remise en cause du rôle du spectateur au sein de la société à travers une critique radicale du théâtre conventionnel. Du 15 au 20 juin (lundi, merc. jeudi, sam. 21 h ; sam. et dim. à 15 h 30, salle du patronage laïc - 72 avenue Félix Faure - Paris (métro Boucicaut). Entrée libre - on verse ce que l'on peut.

● Monsieur Gnaka, de Guy Foissy se joue actuellement au Café-Théâtre « Jour de fête » 10 rue Guénégaud, Paris (métro Odéon) à 22 heures. Une autre pièce de Guy Foissy « La pologne » jouée au Tripot - rue Quatrefoies - Paris 5e ; consommation/spectacle : 15 F.

● Offre d'emploi : Hôpital de jour pour enfants de 1 à 8 ans (26 bd Brune - 75014 Paris) cherche éducateur diplômé pour poste mi-temps.

et maintenant ?

Or, justement, l'évolution des organisations a permis et permet encore des avancées positives dans ce sens. La campagne électorale a notamment permis que s'établisse autour de François Mitterrand une convergence sans précédent d'organisations politiques syndicales et sociales de toute nature. Mais le bilan de cette campagne est également positif quant au fond : l'analyse de l'inflation comme tenant d'abord à l'importance des inégalités sociales plutôt qu'à de ténébreux problèmes de technique monétaire, l'exigence d'une croissance plus consciente favorisant notamment l'extension et le bon usage du temps libre de chaque individu et de chaque famille ; enfin l'analyse selon laquelle l'Europe des marchands est morte et l'heure est venue de l'Europe des travailleurs et de l'Europe des peuples, voilà trois affirmations qui tout à la fois correspondent à un clivage de classe, et expriment une prise en compte partielle des orientations du courant autogestionnaire. La situation présente, avec Giscard d'Estaing à la présidence et les contradictions de la bourgeoisie résumées dans la composition de l'actuel gouvernement, permet-elle que les acquis de la campagne servent de base de départ à une nouvelle offensive, plus nettement socialiste et de ce fait victorieuse ?

Il n'y a aucune certitude à cet égard, et rien n'est assuré. Mais il y a des chances, à condition de savoir en prendre les risques et d'en assumer les conditions.

Les chances se découvrent vite : le projet autogestionnaire connaît aujourd'hui la plus grande force politique qu'il ait eue depuis qu'il a acquis quelque précision. Cette force tient à plusieurs facteurs : le projet autogestionnaire a gagné en crédibilité du fait qu'il se situait au sein de l'unité des forces populaires et non à l'extérieur. D'autre part, ce projet se trouve être, dans la diversité des propositions de la gauche socialiste d'aujourd'hui, celui qui répond le mieux à la fois aux contradictions

internes du capitalisme d'aujourd'hui : désordre monétaire international, inflation, destruction des équilibres sociaux, travail parcellisé ; et à ses contraintes externes : pollution et rareté des ressources.

Enfin le projet autogestionnaire exprime, sans doute mieux que les autres perspectives ouvertes par les forces de gauche comme d'extrême-gauche, le contenu concret des luttes sociales partout où émerge la volonté des travailleurs de contrôler les décisions qui les concernent. Un des acquis de la campagne est que de très nombreux militants du Parti socialiste, tant au sommet qu'à la base, se sont rendu compte, et dans une certaine mesure ont pris conscience de la signification politique, de cette force du courant autogestionnaire.

Les chances sont là : la gauche ne vaincra pas sans un projet concret, efficace et convaincant, et elle n'en a pas d'autre.

engager le processus

Les risques sont naturellement énormes, et de natures diverses. Le premier est l'échec, c'est-à-dire l'impossibilité de traduire les espérances nées de la campagne en un projet commun où se reconnaîtraient tous les socialistes. La longue marche solitaire du PSU tentant de structurer autour de lui le courant autogestionnaire devrait alors reprendre. Le second risque est que la personnalisation permanente de la vie publique, qui caractérise le monde moderne, n'introduise trop de confusion dans le débat. Nombreux sont en effet ceux qui souhaiteraient « couper Michel Rocard du PSU », y compris dans le PSU lui-même. C'est une tentative vaine mais elle peut faire quelques dégâts. Le troisième risque est celui de l'enlèvement. Il ne peut être surmonté que par la force du projet et par la clarté du lien qui le lie aux luttes sociales quotidiennes.

Soyons clairs : ces risques sont grands. Mais il faut les courir car les chances aussi

sont fragiles. Si une force politique puissante et crédible définie autour d'un projet de nature autogestionnaire ne se crée pas rapidement, l'acquis de la campagne sera dilapidé, et la force politique du courant autogestionnaire réduite de beaucoup, puisque coupée de cette crédibilité électorale aujourd'hui décisive.

Il n'y a pas dans cette affaire que des chances et des risques, il y a aussi des conditions à remplir pour permettre la victoire. La première est celle du sérieux et de la profondeur du débat que nous devons mener sur tous ces problèmes ; la seconde tient à la solidité du projet lui-même : je n'y reviens pas ici, toutes les dispositions sont prises pour que le Parti en débatte complètement.

La troisième condition vise le pouvoir actuel. La majorité de Giscard d'Estaing est fragile et contradictoire. Les problèmes du pays sont lourds. La situation financière et sociale est tendue. Les forces socialistes feraient la plus grave des erreurs si elles s'imaginaient pouvoir régler tranquillement leurs petits affaires, sans s'occuper sérieusement du pouvoir et de ce qu'il fait. En votant Giscard, et contrairement à l'apparence, la France a voté pour l'inflation et pour l'aventure. Seule la confiance réelle des travailleurs peut fonder une politique anti-inflationniste vigoureuse. Une force socialiste sérieuse et offensive doit se définir constamment sur le terrain politique le plus immédiat.

C'est dès aujourd'hui notre tâche que de mener, non pas une opposition négative hargneuse et sans perspective, mais l'opposition résolue parce que fondée sur un autre projet, de gens et de forces pour qui la solution aux problèmes d'aujourd'hui passe par l'engagement de la France dans la voie du socialisme.

Le problème de la révolution, c'est d'engager le processus. La perspective est maintenant claire, la condition est la mobilisation populaire. Elle ne peut se faire que par la réponse quotidienne à l'offensive du pouvoir, et compte tenu de l'état actuel de l'opinion comme des organisations de gauche. La tâche de maintenant est de faire que la perspective socialiste autogestionnaire devienne celle des travailleurs.

Michel ROCARD

un mensuel de sexologie / politique

● **SEXPOL** est le titre d'un mensuel de sexologie/politique qui va paraître en octobre. Sous l'expression qui servit à Wilhelm Reich, dans les années 30 en Allemagne, à rassembler quelque 100 000 jeunes soucieux de leur libération, la nouvelle revue entend notamment :

— exprimer les luttes menées partout pour une sexualité libre — la sexualité étant considérée comme l'expression la plus intense de la vie ;

— fournir des éléments concrets — enquêtes, témoignages, interviews, etc — à une recherche en faveur d'une politique sexuelle ;

— dénoncer les manœuvres de la bourgeoisie en matière de rénovation/récupération idéologique et marchande de la sexualité.

Sexpol donnera la priorité au vécu sur le théorique. La revue s'adressera à tous ceux qui, non seulement ne se sentent pas épanouis, mais veulent en connaître les causes et y remédier en réintroduisant le plaisir comme critère politique.

Se refusant à la coupure individuel/social, **Sexpol** s'adressera en particulier à ceux qui sont disposés à opérer la médiation : militants en tout genre, enseignants, travailleurs sociaux, médecins, etc.

Suggestions, informations, articles et soutien financier sont vivement attendus à : **Association Sexpol, B.P. 265 - 75866 PARIS Cedex 18.**

PRENEZ CONTACT AVEC LE PSU

Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

ARVEL

au service des Familles et des Jeunes

- **YUGOSLAVIE**
2 sem. bord de mer — Séjour seul 570 F
— en avion 835 F
- **TUNISIE**
Circuit de 2 semaines 1 275 F
- **EGYPTE**
Circuit de 2 semaines 2 000 F
- **MEXIQUE** : vol seul avec ou sans location de voiture : circuits de découverte.

- **ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE ?**
Festival de Tabarka (Tunisie)
2 semaines au départ de Marseille, Lyon ou Paris (860 F. 910 F. - 960 F.)

ARVEL, 12, Boulevard des brotteaux - 69006 LYON
Tel. (78) 52-56-48

virage à droite déjà

La partie avait plutôt bien commencé pour Giscard. La première fournée gouvernementale, celle des ministres, comportait son lot de surprises individuelles et surtout, marquait un véritable affront à l'UDR. Cinq ministres seulement s'en réclamaient et encore, seul Galley peut se prévaloir d'appartenir à l'état-major du parti, tous les autres étant suspectés soit de trahison (ceux qui ont signé le manifeste des 43 en faveur de M. Giscard d'Estaing, avant le premier tour), soit d'insignifiance.

D'entrée, le président frappe donc un grand coup et sans doute, un coup payant tant l'opinion est saturée de « l'Etat-UDR ». Par ailleurs, des études économiques laissent apparaître qu'hormis le problème du déficit de la balance commerciale, la situation à venir est moins mauvaise qu'on le craignait au plus fort de la crise pétrolière (voir TS du 7 juin).

« difficultés imprévues »

Au vu de cette réussite, les milieux politiques commencent à se dire que Giscard a la barraka.

Et puis, brusquement, les choses vont se gâter. C'est d'abord le discours de politique générale du premier ministre devant le parlement. Il recueillera certes la plus forte majorité numérique depuis le début de la législature, mais chacun s'accorde à le trouver plat et sans ambition. On comprend

« Vous ne serez pas déçu par l'ampleur du changement », déclarait M. Giscard d'Estaing au soir de son élection à l'Elysée. Quinze jours après, on est en droit de porter un premier jugement. Le moins que l'on puisse dire est que l'on ne voit pas poindre la révolution derrière « l'ère nouvelle de la politique française » promise par le président.

tout de suite que « l'ampleur du changement » ne viendra pas de Chirac. A moins qu'il s'agisse du renforcement des liens avec les Etats-Unis, clairement annoncé par le chef du gouvernement.

Ce que l'on ignore en écoutant Chirac lire son papier d'un ton monocorde, c'est que sa médiocre prestation ne fait qu'inaugurer une série d'échecs retentissants pour le nouveau pouvoir. Car trois jours plus tard, l'Elysée publie la liste des secrétaires d'Etat. On y remarque aussitôt, non seulement l'absence de Françoise Giroud, mais aussi la suppression — au moins temporaire — du poste qu'elle devait occuper. L'explication de l'Hôtel Matignon est pour le moins embarrassée : « des difficultés imprévues se sont fait jour » déclare M. Chirac.

L'explication de la directrice de l'Express est beaucoup plus claire : « Le président de la République m'avait promis un poste ministériel et les moyens matériels d'agir efficacement. Mais quand le premier ministre a pris contact avec moi, il ne s'agissait plus que d'un poste non gouvernemental. J'ai pensé que ce recul brutal présageait mal de l'intérêt porté par le gouvernement aux problèmes de la condition

féminine ; c'est pourquoi j'ai refusé ».

Cette version de l'affaire éclaire déjà d'une lumière révélatrice les tensions régnant au sein de la majorité à propos de « l'ampleur du



changement ». On les comprend encore mieux lorsque l'on apprend que c'est Galley, seul véritable leader UDR du gouvernement, qui a fait un esclandre contre l'entrée de Françoise Giroud au gouvernement et a obtenu gain de cause.

Mais si c'est surtout l'affaire Giroud qui est considérée par la presse comme un échec de Giscard d'Estaing, il faut bien admettre que la liste entière des nouveaux secrétaires d'Etat est, elle aussi, affligeante. La provocation à l'égard de l'UDR y est certes allègrement poursuivie avec la nomination de Tomasini, ancien secrétaire général du mouvement mais qui n'y est plus en odeur de sainteté. Il est vrai que cette nomination est aussi une provocation à l'égard de la magistrature qui n'a pas oublié la bordée de basses insultes que « Toto » lui avait jadis adressée.

Mais hormis Tomasini — qui, à ce qu'on sait, n'incarne pas le modernisme et qui pourrait bien finir un jour comme Servan-Schreiber — que trouve-t-on dans cette liste gouvernementale supplémentaire ? Essentiellement des parlementaires connus pour leur modération, Barrot, Pé-

ronnet et Lelong, et nommés pour satisfaire l'équilibre politique des partis qu'ils représentent à l'intérieur de la majorité. A moins que ces parlementaires ne soient connus pour occuper avec acharnement l'extrême-droite de l'échiquier politique comme par exemple, Bord et Mazeaud.

Bref, on se dit en contemplant la liste désormais complète des membres du gouvernement qu'il faudra bien se contenter de Servan-Schreiber pour ce qui concerne le chapitre des nouveautés. Mais la nouveauté, c'est que quarante-huit heures plus tard, le ci-devant Servan-Schreiber est remercié, à la grande joie de l'UDR.

Le chantage des législatives

Faut-il déduire de ce triste cirque que les réformes promises par le président n'auront pas lieu ? Ce serait sans doute prématuré puisque la procédure permettant aux plus de dix-huit ans de voter a été immédiatement engagée. Mais il est désormais clair que la majorité présidentielle est plus dépendante de l'UDR qu'elle ne se l'imaginait au soir du 19 mai. Même s'il voudrait donner plus d'importance à la jeune droite, Giscard d'Estaing va devoir davantage tenir compte de la vieille garde.

Une confiance d'un responsable UDR laissant entendre que des élections législatives avant la fin de l'année gêneraient plus Giscard que l'UDR montre bien que celle-ci est prête à tous les chantages. Il est vrai que certains leaders UDR moins sectaires que d'autres et plus réalistes, se disent aussi que les dites élections pourraient bien porter la gauche au pouvoir. A droite, le sondage publié par l'Aurore et donnant 54 % à la gauche au premier tour d'éventuelles législatives n'est pas passé inaperçu.

D'autant plus que cette gauche n'est pas aujourd'hui seulement préoccupée d'échéances électorales mais est prête à se donner des structures, une stratégie et des idées capables de proposer à la France de demain un socialisme qui vaille la peine d'être construit.

Jacques GALLUS

Expression Spontanée

Une édition de disques qui a pour objectif :

- l'expression des luttes sociales, politiques et de leur soutien
- le soutien et la popularisation de la musique traditionnelle

Expression Spontanée a été créée dans une perspective de lutte contre l'étouffement de la créativité populaire par la bourgeoisie au travers de l'utilisation de mass-média.

Expression Spontanée de par ses productions :

A bas l'état policier - La pègre - Les nouveaux partisans - Commune de 1871-1968 - Judith Reys - La baleine bleue - Malataverne - MPEF - Bulle Ogler - Renault cadences - Chilli présente - Pons 73 - Lutte contre le système d'abrutissement organisé par le show-Biz.

CADENCES

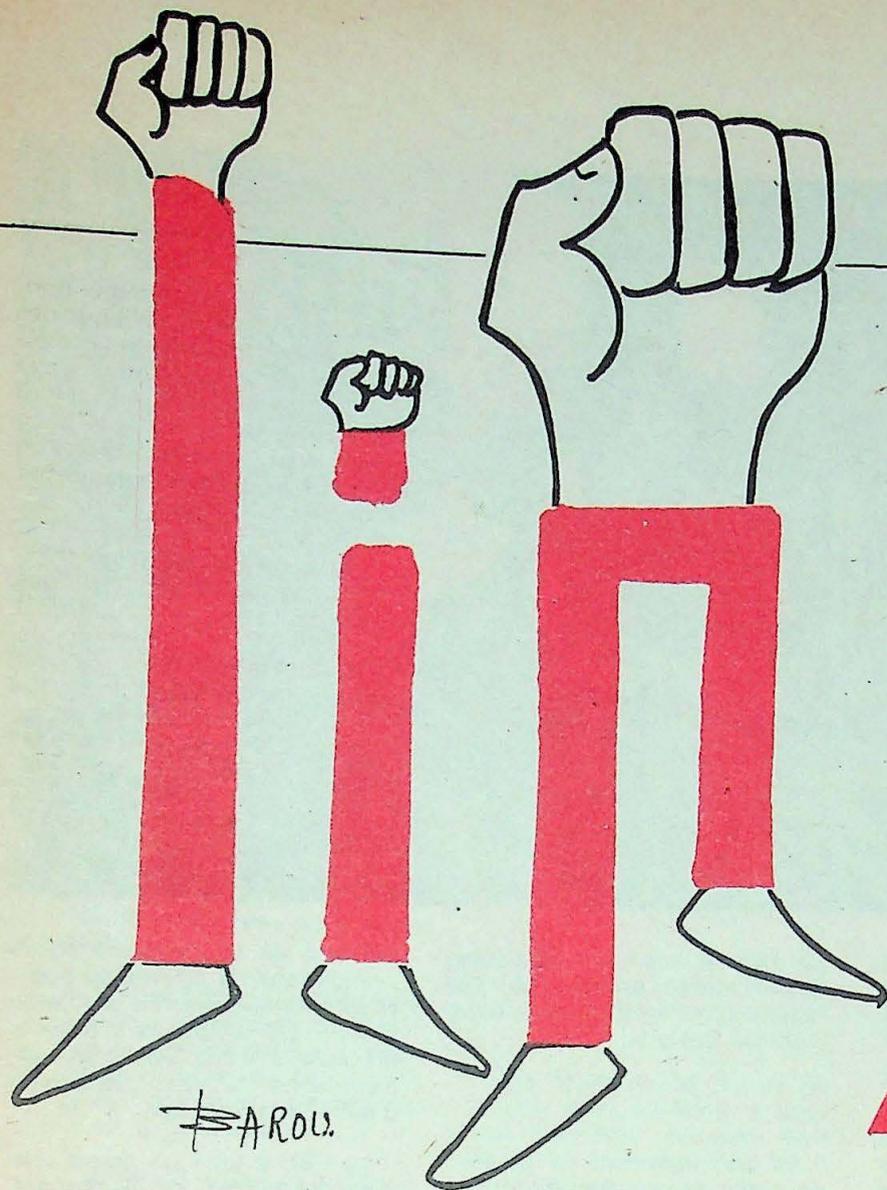
Un disque 45 écrit et réalisé par des ouvriers de renault sur le problème des cadences - 8 f - franco - Demandez notre catalogue - Règlement par chèque à Expression Spontanée - BP 148 06 - 75 263 PARIS - cédex 06

CONNAITRE LA CHINE

sans intermédiaire

Librairie LE PHENIX
72 Boulevard de Sébastopol
Paris 3ème

Tous les livres publiés à Pékin en français, en chinois, et en langues étrangères



UN AN APRES

Il y a un an, la France apprenait Lip. « Au troisième top, il sera exactement ». C'était une publicité, cela devenait l'expérience d'un peuple. Il ne s'agit pas aujourd'hui de commémorer un anniversaire. On ne commémore que les souvenirs. Lip, au contraire, est vivant. D'abord, parce que ce n'est pas fini (Messmer si) ; ensuite parce que le mouvement ouvrier a encore beaucoup de leçons à tirer de cette affaire.

Encore faut-il, lorsque l'on parle de Lip, savoir de quoi l'on parle.

Clavel vient d'écrire un livre « **Les paroissiens de Palente** ». Tout en souffle, tout en puissance, cela prend aux tripes ; du grand Clavel, quoi. Mais de quoi parle-t-il ?

Je crois avoir passé beaucoup de temps à Besançon, beaucoup plus que lui, en tout cas. Je crois avoir, pour le P.S.U., participé à ce combat d'une manière intensive, beaucoup plus que lui sans doute. Je ne retrouve pas Lip. Clavel accumule les erreurs, notamment dans son explication du démarrage du contrôle de la production : les contre-vérités, notamment sur le compromis de Dijon.

Du souffle, certes, une ambiance, mais pas le souffle, pas l'ambiance de Lip, pas la réalité profonde de ce conflit ouvrier. Il est impossible de critiquer ce livre, il parle d'autre chose. Avec son talent, Clavel aurait pu écrire l'Illiade de ce combat ouvrier qui marquera l'avenir ; il n'a réussi à faire que l'Odyssée de son propre rêve. Ce livre est celui d'un grand poète. Il faut le lire comme un roman de l'imaginaire. Clavel ne

sait pas ce qu'est la classe ouvrière, ne connaît rien de son combat. Il écrit ce qu'il voudrait qu'ils soient (1). Pour les travailleurs, pour la lutte des classes, la réalité est autre, même si elle est moins romantique.

A la fin du mois, ce sont 500 travailleurs qui seront repris à Lip. Nous sommes donc en avance sur les prévisions. Le PDG lance une vaste campagne publicitaire. Pourtant, tout ne va pas simplement. Nous y reviendrons prochainement.

les leçons d'une stratégie

Mais il ne suffit pas de dire que Lip a été une avancée pour l'ensemble du mouvement ouvrier, encore faut-il savoir en tirer les leçons pour l'avenir.

Ce conflit nous a déjà appris beaucoup de choses. Nous disions : « **La manière dont les travailleurs combattent aujourd'hui prépare la société socialiste de demain** ». La stratégie habituelle des travailleurs pour faire aboutir leurs revendications consiste à imposer un rapport de force au patronat, puis sur la base de ce rapport de force, à négocier. La

création du rapport de force va de la pétition à la grève illimitée. Le patronat se trouve alors dans la situation de lâcher ce qu'il faut en fonction de la situation établie. Il garde la décision, le jugement de la situation.

Nous proposons une stratégie où les travailleurs « prennent » d'abord leurs revendications pour ensuite négocier. C'est alors eux qui décident du compromis acceptable. Ne pas faire grève pour les 40 h ou l'abaissement des cadences mais imposer ces horaires et ces cadences.

la démocratie retrouvée

Lip a montré que cette stratégie était opérationnelle, même lorsqu'il s'agissait d'emplois et de salaires. A Pédernec, à Lorient, à Brest, à Cerizay, l'exemple a été suivi et a montré son efficacité. Pour que cela soit possible, il faut que tous les travailleurs participent à la délibération, prennent collectivement les décisions pour les assurer collectivement. C'est la stratégie du contrôle ouvrier. Lip a montré son ampleur, sa signification révolutionnaire.

Dans ce combat, se sont posés beaucoup de problèmes : les relations partis-syndicats ; qu'est-ce qu'une négociation, comment la préparer, la démontrer ; les forces d'organisation des travailleurs, etc.

Prenons la **démocratie**. Les formes de démocratie dans le mouvement ouvrier ont toujours copié, quelquefois caricaturé, la démocratie bourgeoise formelle. Forme de représentativité, débat et vote sont la plupart du temps des reproductions plus ou moins bonnes du parlementarisme

bourgeois. Lip n'a pas complètement échappé à ce phénomène.

Pourtant, de nouvelles formes de débat sont apparues. Notamment au moment du refus du Plan Giraud. Il n'y a pas eu une assemblée générale où quelques uns exprimaient leurs positions suivies d'un vote. L'assemblée générale a été précédée d'un débat par petits groupes, qui a duré une journée entière. Tout le monde avait la capacité de s'exprimer, de poser ses problèmes. Dans une AG à 1 000 personnes, tout le monde ne peut pas prendre la parole. Ce sont les « habitués », les « leaders », les « grandes gueules » qui interviennent. Posent-ils tous les problèmes, répondent-ils à toutes les questions ? Certainement pas.

L'AG dite délibératrice, c'est aussi le lieu où le germe de la manipulation trouve sa meilleure terre, le mouvement étudiant nous l'a bien appris. Dans beaucoup de circonstances difficiles, les Lip ont su éviter cet écueil. Le petit groupe de débat permet mieux à chacun d'apporter ce qu'il a à dire. Il se situe à un niveau de contacts plus humains.

L'assemblée générale peut faire la synthèse à partir de ces groupes de préparation. Elle peut être alors véritablement le reflet de l'expression de tous. Le problème était le même dans la conduite de la lutte. Les commissions de travail ont permis une meilleure participation de l'ensemble du personnel. L'explosion des idées, la libération de la parole, l'évolution de la prise de conscience de tous ont été permises par le travail en commission, de préparation aux AG et d'explication collective et non le formalisme d'un choix entre des propositions

qui ne permettent pas la synthèse de la volonté de tous.

« pas besoin de voter »

Le vote fut remis en cause. Je discutais avec une travailleuse de Lip qui me disait : « on n'a pas besoin de voter, le principal c'est qu'on se mette d'accord ». Que de choses dans cette petite phrase ! Le sentiment de l'unité comprise comme compromis nécessaire et le vote comme une nécessité lorsque la démocratie a échoué.

L'exemple le plus fort, c'est le vote sur le plan Giraud. Il y a eu débat avec l'ensemble des travailleurs par groupe. Le lendemain passant au-dessus (ou en-dessous) de ce débat, la CGT venait avec « sa » proposition ne tenant pas compte du débat de la veille mais de la stratégie générale de « son » organisation. Les travailleurs ont tranché par vote, non pas à partir d'une synthèse de leur débat (car il n'y aurait pas eu vote, la quasi unanimité étant pour repousser le plan Giraud) mais par un vote de confiance sur la CGT ou la CFDT.

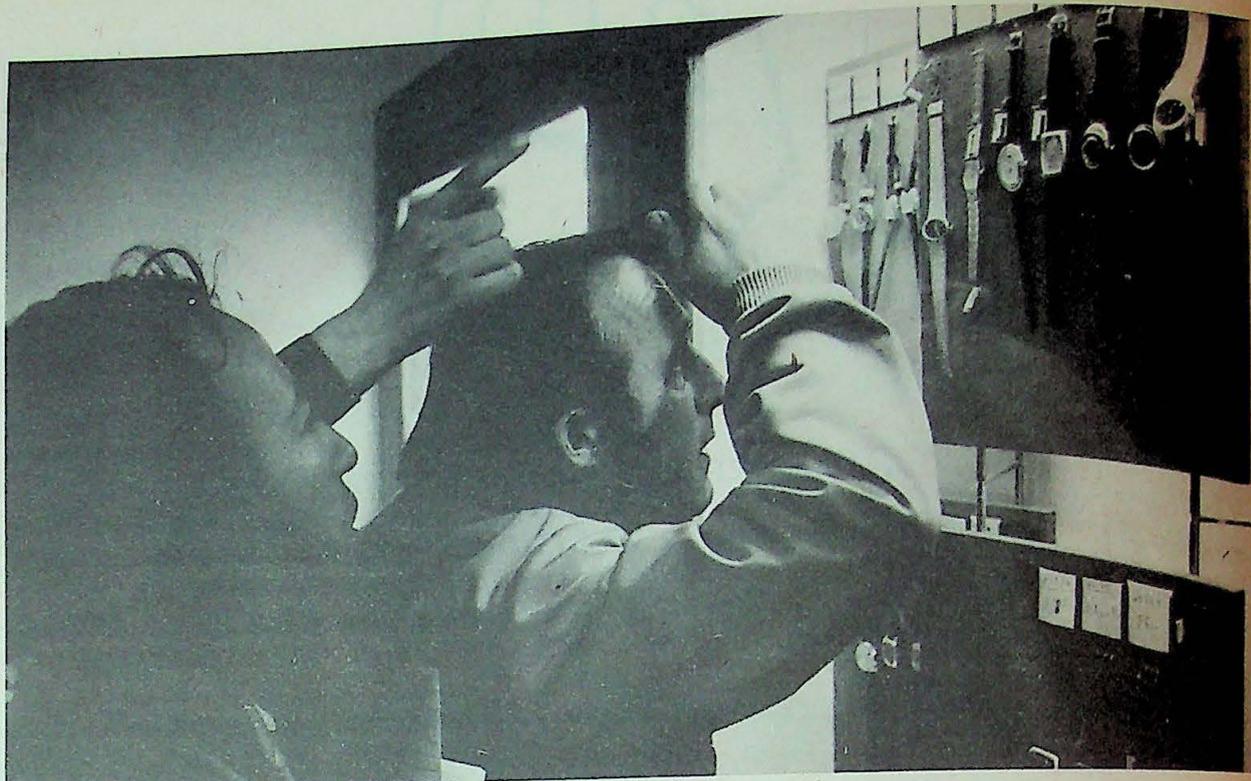
Lorsque les travailleurs de Lip débattaient, passant entre eux les compromis nécessaires, le vote apparaissait comme dérisoire, sans signification. Il ne retrouvait réalité que sur les choix qui leur étaient extérieurs.

Cela pose question, notamment pour le PSU, ses habitudes de débat sur des questions figées au départ, ses combats entre tendances où le problème n'est plus de chercher ce que nous ferons tous ensemble, mais de savoir qui imposera ses vues à l'autre. Nous voulons un parti démocratique, nous avons peut-être oublié de donner son vrai sens au mot démocratie. Lip doit nous apprendre beaucoup si nous voulons regarder ce que furent les avancées mais aussi les échecs, car l'idéalisation amènerait la sclérose.

les avatars du comité d'action

On ne peut pas parler de démocratie sans regarder les formes d'organisation. Le débat sur les sections syndicales est relativement second. Non pas par l'importance qu'elles ont eue dans la grève, mais parce que nous essayons de voir ce qu'il est apparu de nouveau. Et le nouveau, c'est le **comité d'action**. Une mauvaise polémique a été engagée entre ceux qui sont « pour » et les « contre ». Mauvais débat, car il aurait pu avoir lieu dans les mêmes conditions avant le conflit.

L'action menée n'a permis aux uns et aux autres que de trouver dans les diverses phases du conflit les arguments qui justifiaient des positions préétablies. Le comité d'action est né d'une volonté de faire la liaison entre les délégués et l'ensemble des travailleurs. Il a été beaucoup plus pendant tout une phase du conflit. Plus qu'un lien, c'était un moyen



de synthèse permettant le débat du plus grand nombre et le dépassement des conflits interconfédérations. Il devançait bien des propositions collectives.

La volonté d'un certain nombre de ses membres d'en faire une troisième force, non complémentaire mais opposée, une espèce de syndicat regroupant ceux qui n'acceptaient pas les syndicats, a transformé sa nature. Ce n'était plus un lieu de rassemblement, mais un lieu de clivage. Les instructions des groupes, organisations, ou journaux d'extrême-gauche qui trouvaient là un terrain plus malléable y ont largement contribué en toute irresponsabilité.

Le résultat en fut la « groupuscularisation » (voir le nombre des Lip qui assistaient au CA en juin et juillet et le nombre en octobre-novembre), la marginalisation. Ils étaient peut-être sur une « ligne » plus claire, « plus pure » ; ils n'étaient plus un reflet de masse. Globalement, je crois que le rôle du comité d'action fut positif, mais pour en tirer les enseignements il faut, là aussi, savoir regarder les aspects négatifs.

Jamais sans doute auparavant le problème des relations partis-syndicats ne s'était posé avec autant d'acuité à la CFDT et au PSU. Ces deux organisations se sont trouvées dans la situation d'être la principale force syndicale et la principale force politique ; les militants du PSU étant en même temps membres de la CFDT. L'ampleur de ce conflit leur donnait des responsabilités toutes particulières. Elles ont pu, je crois, mener leur action comme il le fallait, chacune avec sa spécificité, sachant faire en commun ce qui relevait de problèmes communs.

Il y a eu transposition au niveau national entre les quatre partis de gauche et les trois centrales syndicales. Les réunions unitaires qui ont eu lieu, les actions menées ensemble malgré les divergences — parce que l'ampleur du conflit permettait de les dépasser —, ont eu des résultats positifs

par rapport à la lutte, mais aussi dans le combat unitaire contre le régime, qui s'est développé dans la phase suivante.

la place du PSU

En prolongement de ce fait, nous devons nous interroger sur l'action de notre organisation, sur le soutien à la lutte, sa popularisation par les idées et l'expérience qu'elle a apportées. Le PSU a fait beaucoup pour cette victoire de la classe ouvrière. Il fut toujours à l'avant-garde de ce combat.

Mais il y a l'après. L'après, c'est le prolongement politique. Lip a confirmé notre stratégie « **contrôle ouvrier, contrôle populaire** ». Il a renforcé l'espoir que les travailleurs mettaient dans le socialisme autogestionnaire. Je crois que les Lip ont pris conscience au travers de leur lutte de ce qu'était le capitalisme et nous y avons fortement contribué.

Partout dans le pays un espoir est né. Pourtant : au moment des présidentielles, nombre de travailleurs de l'entreprise hésitaient entre voter Chaban ou Giscard. Cela pose question.

Nous n'avons pas le droit de répondre « **cela prouve bien que les élections... que c'est sur le terrain des luttes...** ». C'est de la fuite en avant pour éviter le problème de fond. Qu'est-ce que nous proposons concrètement pour qu'au delà des victoires sociales acquises, des changements profonds interviennent dans notre société ?

Nous avons un projet de société : le socialisme autogestionnaire. Le Manifeste de Toulouse en a déterminé les grandes lignes. Nous proposons une stratégie de contrôle. La pratique de nos militants a fait largement avancer par l'action ces propositions. Seulement, voilà, le PSU, parti d'action, parti de propositions, n'a pas la crédibilité nécessaire, pas la force suffisante pour que tout cela se concrétise en terme de pouvoir. Ne nous étonnons donc pas si les Lip, après ce combat, au

moment où le problème d'une avancée vers le pouvoir se pose, se tournent ailleurs. Le problème ne leur est pas particulier. Nous le retrouvons chez les paysans-travailleurs et dans beaucoup d'autres entreprises.

Le PSU a joué un grand rôle pour concrétiser les espérances de Mai 68. L'insertion de ses militants dans les luttes sociales a profondément modifié les rapports de forces dans l'action de la classe ouvrière. Il lui reste maintenant à franchir un pas supplémentaire : proposer une stratégie cohérente pour la prise de pouvoir des travailleurs, donner au mouvement ouvrier le parti socialiste autogestionnaire dont il a besoin pour avancer vers la victoire.

Ce n'est pas une mince tâche pour notre organisation et si elle ne concernait que notre organisation, elle serait impossible. Mais le mouvement autogestionnaire est beaucoup plus large que le seul PSU. Il est aussi très dispersé. Dans le PS que de nombreux militants ayant mené des luttes significatives ont rejoint. Des travailleurs et des paysans qui se sont battus sur des positions proches du PSU, souvent avec le PSU, se retrouvent adhérents au PS, même s'ils y militent rarement ; parce que le PS peut leur sembler crédible pour amorcer un changement, même si la nature de ce changement ne correspond pas à leur aspiration.

Le mouvement autogestionnaire, il est aussi dans la CFDT, dans les GAM, à Objectif Socialiste, dans les APF, le Planning familial, etc. Il s'agit de le regrouper pour qu'il soit une force déterminante. Cela passe par le débat politique dans le PSU, bien sûr, mais aussi avec les autres forces. Lip nous a appris qu'en fuyant les nécessaires débats on reculait. Le PSU n'a pas pour habitude de fuir ses responsabilités.

Alain RANNOU ■

(1) Il décrit le rôle qu'il aurait aimé y jouer.

APPEL

pour participer au développement d'une grande force socialiste

La campagne de la gauche unie autour de François Mitterrand a eu un impact considérable qui s'est traduit par un rassemblement des forces populaires d'une ampleur exceptionnelle.

L'alliance entre les communistes et les forces socialistes qui a permis cette avancée est une donnée fondamentale pour la construction du socialisme en France. Il faut la préserver.

L'espérance nouvelle qui s'est manifestée le 19 mai ne doit pas être sans lendemain. Notre tâche, aujourd'hui, est de prolonger et d'élargir les résultats obtenus à cette occasion.

D'abord sur le terrain des luttes sociales pour contraindre le pouvoir en place à répondre aux revendications les plus urgentes des travailleurs et de la population.

Mais aussi au plan politique afin de donner à nos luttes contre la société capitaliste toutes leurs dimensions et à l'alternative socialiste toutes ses chances.

Changer le modèle de développement, réduire les inégalités, modifier les structures sociales hiérarchiques, permettre aux travailleurs et aux citoyens d'exercer un pouvoir de contrôle sur leurs conditions de vie et de travail, sont les conditions d'un changement véritable : tel est pour nous le

sens fondamental du socialisme autogestionnaire dont les premiers éléments sont déjà inscrits dans les luttes concrètes que nous menons.

Militants syndicaux, militants d'organisations agissant sur les terrains de la consommation, de la culture, du cadre de vie, de la vie locale, nous ne sommes pas, pour la plupart, actuellement adhérents à un parti politique, aucune formation ne nous paraissant réunir à la fois l'ensemble des conditions et des moyens nécessaires à ces transformations fondamentales.

Pourtant la nécessité d'une

force socialiste puissante et populaire, insérée dans toutes les luttes sociales dans et hors de l'entreprise, et capable d'être un pôle de rassemblement autour d'un projet socialiste fondé sur l'autogestion nous apparaît plus urgente que jamais.

C'est pourquoi nous avons recueilli favorablement l'appel lancé par François Mitterrand au nom du Parti Socialiste pour que soit créé au plus vite « le lieu de rencontre » permettant à tous les socialistes de confronter leurs expériences concrètes et d'élaborer un projet commun de société. La résolution de la Direction Poli-

tique Nationale du PSU exprimant la volonté de « donner à la perspective autogestionnaire toute son ampleur et de créer les conditions d'une force politique puissante et crédible », nous paraît témoigner d'un souci, et d'une démarche analogue. Le jugement favorable du Bureau National de la C.F.D.T. porté sur ces deux orientations constitue à cet égard un élément positif.

Tout en affirmant la nécessaire autonomie de décision et d'action de leurs organisations respectives, nombreux sont les militants prêts, dans ces conditions nouvelles, à élargir leur action au sein d'une telle force politique, sans pour autant vouloir y constituer une quelconque tendance.

Le sens de cet appel est donc clair : il est de permettre que se préparent avec les meilleures chances pour l'avenir, des assises nationales du socialisme qui contribueront, autour d'un projet commun de société, à la constitution d'une force politique cohérente.

Les soussignés appellent tous les militants qui se réclament du socialisme et qui approuvent cette démarche à manifester leur accord et à mettre tout en œuvre pour la réussite de cette tâche dont l'enjeu est vital pour les luttes d'aujourd'hui et les perspectives de demain.

premiers signataires

ALISE Norbert — ACQUIER André (CFDT-Métallurgie) — ANDRIEU Bernard — ARCHER André (CFDT-Métallurgie) — ARCHER Bernard — AZAMBRE Jacques — BAILLEUL Edmond (CFDT-Métallurgie) — BARDIN Michel — BAUSART Marie-Thérèse — BERNARD Marie-Paule — BECHET Marc — BERCOURT Michel — BERTHE Lucien — BÉSSON (député de Savoie) — BIARD René — BIGEY Michel (CFDT-RATP) — BLANC Christian — BLANPIED Jean — BLANCHIN Michel — BILBAULT Xavier — BRIARD André — BONETY René (CFDT) — BON Jean — BONNEVILLE (CFDT-St-Etienne) — BOUSCARLE Jean — BOUSSESMART Monique — BOUVIER Jean — BOUVIER Marcel — BOZELEC Annick — BRIERE Dominique — BRIERE Roger — BREDEL Gilbert — BUTTARD Aimé — CAURET Michel — CARDOCHE Roland — CARPENTIER Jean-Claude — CASTUS Philippe — CAZENAVE René — COQ Guy (rénovation syndicale-FEN) — COLLEVILLE Yves — COGNET Jean — CHEVALIER Bernard — CHAVOT M. (CFDT-Métallurgie) — CHEREQUE Jacques (BN-CFDT) — CONRAUD Jean-Marie (CFDT-CFDT) — CROZES Jocelyne — DASSONVILLE Marie-Claude — DAVID Gaëtan — DE BOLLARDIERE, général — DE CAUMONT Robert (GAM) — DARBON François — DEILLE Alain — DELASSUS (BN-CFDT région Nord) — DELOURMEL Victor — DESBOS André — DESBROSSE Jean-Pierre — DETRAZ Albert (BN-CFDT) — DIZIER Bernard (BN-CFDT) — DOCKES Pierre — DOSSE Roger (Politique-Hebdo) — DOUILLET Denis — DOUILLET Geneviève — DUBEDOUT Hubert (député-maire de Grenoble) — DUBILLON Alain — DUBONNET Christian (BN-CFDT-Provence Côte d'Azur) — DUGUEY Lucien — DUPA-

RAY Pierre — DUMAS André — DUMONT René (professeur) — ESPALIEU Victor — FABIANI Gérard — FAIST Roger (BN-CFDT-Cadres) — FAUCARD Georges — FERON Roger — FETILLEUX Marie-Antoinette (CFDT-PTT) — FERRY Alain — FORTANET André — FOSSAERT Robert — FRATTINI Jean — FRENEA Marcel — FROUGNY Robert — GACHE Pierre (CFDT-PTT) — GALY Paul — GAREL-BOUVIER Michelle — GARNIER Jean-Pierre (CFDT-St-Etienne) — GARNIER Roger — GATTEGNO Jean — GAUDILLIERE Emile (CFDT-Paris) — GAUTRAT Maximilienne — GERLAND Michel — GILLET François — GLEIZES Bernard — GLORIEUX André — GAUZELIN Pierre — GOUYER Kléber (CFDT-Isère) — GOY Gilbert — GUITTARD Fernand — HABRAN Guy — HAMEL Bernard — HERITIER Pierre (BN-CFDT-Hautes-Alpes) — HUG Daniel (CFDT-Vosges) — JACOB Joseph (CFDT-Paris) — JACQUEMIN Henri — JEANTET Alméa (CFDT-Paris) — JOANNICOT Pierre — JOUANNET Jacques — JOUANNET Madeleine — JULLIARD Jacques (BN-CFDT) — JURKOVITZ Pierre — KIEFFER François — LABORIT Henri — LAFOND Jean — LAFONT Robert (minorités nationales) — LALLIER Jean (ORTF) — LAUDOUZE André — LAURENT-René — LEBAS Jean-Marie — LABELLER Emile (BN-CFDT) — LEDUC Jean-Marc — LEBRUN Christian — LEBRUN Nicole — LECLERC Guy — LEDUC (CFDT-Métallurgie) — LEFAUCHEUR Jean (CFDT-Côtes-du-Nord) — LENOIR Michel — LEROUX Michel — LEROY Paul — LEVENES Jean-Claude — LIGAS Yves — LUNEAU Maurice (CFDT-Cadres) — LOISEAU Bernard — MANDROU Robert — MARIVIN André

(CFDT-Rennes) — MARQUET Jean — MARTEL Gérard — MAS Pierre — MAUVARIN Pierre — MENDEL Gérard — MESPULHES Evelyne — MICHARD Annette — MISUD Pierre — MOTHE Daniel — MOUNIER Maurice — MOUTOT Jean — MULLER Eugène — MUNCH Raymond — NANTERMOZ Jean — NONNY Jean — OUDART Paul (CFDT-Métallurgie) — PAGES Jean-Marie — PAINI Walter (CFDT-Métallurgie) — PAIN Michel — PAPIN Agnès — PATOUILLARD Jean — PENIN Fernand (CFDT-Métallurgie) — PERROT Michelle — PIGIER Yves (CFDT-Hauts-de-Seine) — POPIEUL G. — POUYET Bernard — PRUVOST Jean — PROU — REVOL Claude (CFDT-Chimie) — REY Marcel — RIEHL André — ROBERT Pierre — RONDEAU Huguette (CFDT-PTT) — ROSANVALLON Pierre — ROSIER Bernard — ROZE Henri (CFDT Services) — ROUSSEAU Maurice — ROUSSELOT Michel — ROUSSON Gérard — SCHWANNER Henri (CFDT-Métallurgie) — SCHREINER Bernard (Témoignage Chrétien) — SCHMIDER André — SEGONNES Jean-Claude — SIMONNIN Marcelle (CFDT-PTT) — SOUSSI — STEVENIN M. — TALARON André — TARZE Marie-Thérèse — THIBAUD Paul (Esprit) — THOLLENT André (BN-CFDT) — THOLLENT Pierrette — TOURAINE Alain — TROGLIC Jean-François — TONDON Yvon — VANLERENBERGHE Pierre — VALLEE Maurice — VARISELLAZ Geneviève — VARISELLAZ Robert — VERLEY Blandine — VIDONNE Jean — VIDALLET Bertin — VILLAIN Henri — VILLENEUVE Robert (CFDT-EDF) — VIEILLARD Robert — VINCENT Michel — WARNIER Philippe (Vie Nouvelle) — WEBER-ROLANT Hélène — WINOCK Michel (chercheur) — YOUINOU Anne-Marie — ZIMMERMANN H.

BON A RETOURNER A

LIBAIR - 17 rue de Turbigo
75002 Paris, Tél - 231.97.94
Corr. A 669 508.06.60

NOM
Prénom
Rue
Ville

Je suis intéressé par :
.....

CIRCUITS

à la découverte de l'ALBANIE
2 semaines 1500 F

L'INDE DU SUD ET CEYLAN
23 jours 3290 F

SEJOURS FAMILIAUX
Maison familiale dans les Vosges
en YOUGOSLAVIE

En avion : Ile de KRK, SIBENIK
15 jours de 825 à 1205 F
Iles de CRES et de PAG
2 semaines à partir de 500 F

CHEVAL
LA PROVENCE 15 jours : 600 F
LE MORVAN : week-end toute
l'année 250 F
1 semaine (22/6 au 27/9) 720 F
Roulotte en IRLANDE :
à partir de 525 F

VACANCES VOYAGES LOISIRS

LIBAIR

Parce qu'elle a compris que la prise du pouvoir n'est plus une hypothèse d'école la gauche est aujourd'hui en profonde mutation. Le débat lancé par la DPN d'avril 1973 sur « la restructuration du mouvement ouvrier », qui paraissait alors bien théorique est devenu aujourd'hui central. Au moment où le Parti communiste prépare un congrès extraordinaire, au moment où les forces socialistes s'interrogent sur leur avenir, le PSU est lui aussi directement concerné. Robert Chapuis montre ici pourquoi.

Le P.S.U. est né de la volonté d'échapper aux impasses, aux déviations et aux contradictions de la gauche devant la guerre d'Algérie, le gaullisme et ce qu'on appelait alors le néo-capitalisme. Depuis quatorze ans, le P.S.U. a vécu au rythme de l'évolution de la gauche (d'où ses débats internes) et de l'action de ses militants qui a constamment permis de développer et d'unifier le Parti. On l'a vu en mai 68 comme à LIP en 73. Etre P.S.U. ce n'est pas tellement en posséder la carte, c'est avoir une certaine action, politique ou syndicale, sociale ou culturelle, à tel point que ceux qui mènent une telle action sans pour autant adhérer à notre parti sont perçus par les autres — et notamment à droite ! — comme des militants du P.S.U. C'est pourquoi l'influence du P.S.U. est bien supérieure au nombre de ses militants.

Cette action a permis au P.S.U. de s'inscrire dans le rapport des forces sur une base de classe. Peu à peu notre parti est devenu plus « ouvrier » tout en conservant sa capacité « intellectuelle ». Mais l'action se serait vite muée en activisme, si le P.S.U. ne s'était pas interrogé sur sa ligne politique, sur la nature et l'orientation de son action au sein des forces populaires, en tant que parti.

Ce ne fut pas sans douleur, car le mouvement de mai 68, en portant la lutte des classes à un niveau plus élevé, reposait tous les problèmes — anciens et nouveaux — de la révolution socialiste. Mouvement politique de masse, parti d'avant-garde, intellectuel collectif de la nouvelle classe ouvrière... tous les courants, avec toutes leurs nuances se sont fait jour et se sont heurtés à travers le P.S.U.

Certes le débat était riche mais les affrontements ne risquaient-ils pas de mener le P.S.U. là où ils avaient conduit l'U.N.E.F. (d'autant que les deux organisations n'étaient pas sans liens !) L'apparition d'une courte majorité autour de Michel Rocard au Congrès de Lille en juin 1971 permit d'arrêter le parti au bord du gouffre.

les moyens concrets

Il en résulta une clarification interne qui permit de relancer et de développer les adhésions ouvrières, d'autant que les militants syndicaux — de la C.F.D.T. notamment — se

trouvaient de plus en plus confrontés avec la dimension politique de leurs luttes : quelle réponse devaient-ils apporter à la question du pouvoir ?

En adoptant au Congrès de Toulouse, en décembre 72 son Manifeste « **Contrôler aujourd'hui pour décider demain** », le P.S.U. contribua d'une façon décisive à l'élaboration de cette réponse : le socialisme autogestionnaire sur la base des luttes sociales, des revendications et des aspirations qui s'y manifestent, constitue l'orientation politique capable de donner un sens à l'action militante comme à la prise du pouvoir par les forces populaires. Le contrôle ouvrier et le contrôle populaire cessent d'être des images d'Épinal de la révolution pour devenir les moyens concrets d'un processus révolutionnaire dans notre société.

Le développement du courant socialiste autogestionnaire ne pouvait se faire sur une position dite d'avant-garde qui risquait d'être laissée en arrière ou sur le côté par la grande masse de la classe ouvrière à partir du moment où celle-ci se mettait en mouvement. Or précisément, elle se mettait en mouvement sur le terrain social (Evian en septembre 71 annonce **Penarroya, le Joint Français la guerre du lait, etc...**) et même sur le terrain politique (le programme commun P.C. — P.S. prétendait offrir, quoiqu'en termes réformistes, un débouché politique à l'action ouvrière).

Pour se situer en termes de classe et de masse, le socialisme autogestionnaire devait s'inscrire dans l'unité populaire. Telle fut la stratégie décidée, une fois encore après un débat interne important, par notre Conseil national de novembre 73. Celui-ci disait notamment :

« **Notre orientation, l'axe stratégique du contrôle ouvrier, les mots d'ordre de transition vers l'autogestion socialiste, correspondent aux nécessités de la société et aux aspirations d'une grande partie des travailleurs.**

« **Mais cette stratégie ne peut déboucher sur la prise du pouvoir que si elle est étendue à l'ensemble de la classe ouvrière et à de larges masses populaires. C'est le sens de notre objectif d'Unité ouvrière et d'Unité populaire.**

« **Cette extension ne peut se réaliser sans prendre en compte le niveau réel de conscience des masses. Celui-ci se traduit notamment par l'existence des organisations syndicales, C.G.T. et C.F.D.T., et par l'em-**

L'AVANT DU P

par Robert
secrétaire

prise des organisations à orientation réformiste, P.C. et P.S., sur de larges masses et sur de nombreux militants.

« **Il est vain de vouloir chercher une unité efficace en dehors d'un processus d'alliance au niveau des forces que s'est donnée la classe ouvrière au cours de son histoire. Une unité conclue notamment en dehors de ces forces peut certes connaître des succès partiels. Elle ne pourra pas déboucher sur la prise du pouvoir.**

« **Par ailleurs, cette recherche de l'unité à un double niveau (à la fois sur des objectifs et avec les organisations) est la seule qui puisse préparer non seulement le renversement du régime, mais aussi la période de transformation révolutionnaire de la société dans son ensemble.**

« **Notre politique doit donc s'orienter vers la réalisation d'une forme d'unité à la fois dynamique et conflictuelle qui favorise les mutations internes du mouvement ouvrier au fur et à mesure des étapes de son affrontement avec la bourgeoisie.** »

Le même Conseil affirmait que pour développer ainsi le socialisme autogestionnaire à travers l'unité populaire, il fallait « **construire dès aujourd'hui une puissante force politique, révolutionnaire et autogestionnaire.** » Et le P.S.U. précisait que « **dans ce but, il est prêt à mettre en cause ses structures et ses modes d'intervention.** »

dans l'unité populaire

C'est sur cette base que fut réalisé le **Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste**, qui devait évoluer vers une sorte de mouvement à la fois social et politique. Ce processus était à peine engagé quand la mort de Pompidou, le 2 avril, vint ouvrir le débat sur l'unité populaire et la meilleure façon d'y insérer le courant socialiste autogestionnaire.

En décidant de soutenir Mitterrand comme candidat unique de la gauche, dès le premier tour, le P.S.U. et la C.F.D.T. choisissaient de s'inscrire dans la dynamique unitaire, sans pour autant rallier le programme commun. Le socialisme autogestionnaire n'apparaissait plus seulement comme un courant d'idées ou de luttes, il s'engageait sur le terrain du pouvoir, il intervenait dans le débouché politique des luttes : ne risquait-il pas alors de perdre sa nature révolutionnaire ?

Il ne peut y avoir de réponse « théorique » à cette question : il faut analyser le rapport des

ENIR SU

t Chapuis
e national



forces, la situation de la lutte des classes. Pour vaincre ses difficultés, la bourgeoisie n'avait que deux cartes : l'autoritarisme (de type fascisant) ou le réformisme. Giscard a réussi à confondre Chaban-Delmas avec l'Etat U.D.R. et a joué — avec l'appui des forces les plus conservatrices ! — la carte du réformisme. Il a ainsi pu tirer le bénéfice d'une situation qui ailleurs a profité à Brandt ou à Wilson : car Mitterrand, doublement lié à la gauche par le programme commun et le socialisme autogestionnaire, cessait d'être une carte de la bourgeoisie ; il devenait — quel que soit son passé — le représentant des forces populaires.

La gauche prenait ainsi une signification de classe à un moment où la lutte des classes était portée à un niveau rarement atteint dans notre pays. Mais elle se trouvait aux prises avec une singulière contradiction : elle restait enfermée pour une grande part dans un programme réformiste au moment où elle devait apporter des réponses révolutionnaires ! Or précisément, le courant socialiste autogestionnaire apparaissait seul capable de contribuer à imaginer et à formuler ces réponses : la victoire de la gauche dépendait sans doute de cette contribution ; elle permettait notamment de gagner certaines couches hésitantes qui, quand il s'agit simplement de réformes, font plus confiance à la droite (parce qu'elle en a les moyens) qu'à la gauche (parce qu'elle risque d'en être privée d'une manière ou d'une autre), mais qui affrontées à des problèmes nouveaux, à des inquiétudes nouvelles (sur la croissance, l'emploi, le mode de vie, les rapports sociaux...), sont disponibles pour des solutions radicalement nouvelles, pour des transformations révolutionnaires, surtout si elles sont engagées avec leur concours, et c'est bien ce qui fait l'importance historique du socialisme autogestionnaire, pour la réalisation des alliances de classe nécessaires à la victoire.

Le problème n'est donc pas que le courant socialiste autogestionnaire ait été trop inséré dans la campagne unitaire, c'est plutôt qu'il ne l'ait pas été assez ! L'explication de la défaite n'est sans doute pas uniquement là, mais elle est partiellement là. Il faut en tirer les conséquences : elles concernent bien sûr les signataires du programme commun, mais elles nous concernent aussi. Nous devons prendre nos responsabilités et ne pas attendre la victoire des renoncements des autres, à gauche comme à droite.

C'est pourquoi, le 26 mai, la Direction politique nationale du P.S.U. a fait un certain nombre de propositions qui, bien que souvent déformées, ont rencontré un écho certain. Cette

volonté de donner une suite positive et offensive à la mobilisation populaire de mai 74 s'est exprimée, au même moment, dans d'autres déclarations : celle de François Mitterrand, le 25 mai, qui appelle au regroupement des forces socialistes autour d'un même projet de société, et celle du Bureau national de la C.F.D.T., le 27 mai qui appelle ses militants à « **favoriser autour d'un véritable projet de société socialiste, démocratique et autogestionnaire, la naissance de la grande force socialiste dont le mouvement ouvrier a besoin** ».

sur un projet positif

1°) qu'il faut développer encore l'unité populaire pour faire face aux nouveaux enjeux que Giscard va ouvrir pour garantir la domination bourgeoise : à cette fin le P.S.U. est prêt à rouvrir le débat qu'il avait engagé avec le Parti communiste comme à participer à des assises nationales de toutes les forces de gauche.

2°) qu'il faut donner à la perspective autogestionnaire toute son ampleur et, pour cela, créer les conditions d'une force politique puissante et crédible, autrement dit capable de répondre aux espérances des travailleurs : le P.S.U. est prêt à organiser avec d'autres une rencontre des forces socialistes qui se situerait dans cette perspective.

Il s'agit donc bien des orientations définies dès novembre 73 et qu'il faut traduire dans le contexte créé par les élections présidentielles. Notre volonté révolutionnaire doit se maintenir avec la plus grande fermeté non pour nous isoler et nous mettre en marge, mais au contraire pour nous insérer activement dans les rapports de force où se fait l'expression politique des travailleurs. Et nous devons le faire non pas d'abord en termes organisationnels (quel serait notre poids ?) mais d'abord en termes politiques, c'est-à-dire sur un projet de société et les moyens concrets d'y parvenir. C'est ensuite que peuvent se poser des questions organisationnelles, en vue de donner l'appui politique nécessaire à ce projet, au sein de la gauche et contre la droite. Il importe notamment de se défier de tout retour à la vieille opposition entre gauche communiste et gauche non-

communiste : c'est sur un projet positif que des rassemblements doivent se faire, sans mettre en cause si peu que ce soit l'unité d'action nécessaire avec le parti communiste.

Pour réaliser la force politique dont a besoin le socialisme autogestionnaire, deux voies sont possibles :

- en termes de masse ;
- sur une base militante.

En novembre 73 nous avons exploré surtout la deuxième. Après la campagne présidentielle il apparaît possible et nécessaire d'explorer la première. Comment ?

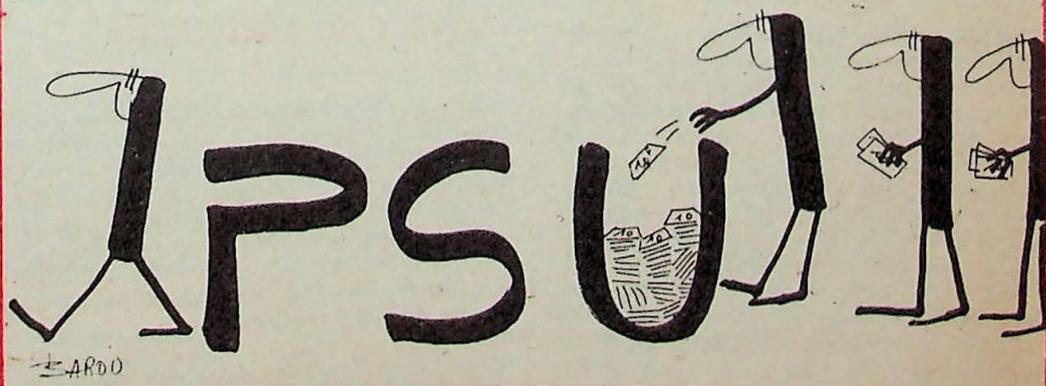
Une organisation politique de masse permettrait de répondre aux enjeux du pouvoir à tous les niveaux : elle donnerait au socialisme autogestionnaire une meilleure capacité d'initiative et de réalisation, pour créer non seulement les conditions de la prise du pouvoir d'Etat mais celle de la création d'un autre type de pouvoir. On peut mesurer, par l'exemple du Chili et d'autres pays, l'importance que revêtirait un parti socialiste implanté effectivement dans les masses, et notamment dans la classe ouvrière.

pour une organisation de masse

Aucun parti ne répond à lui seul en France à ces conditions : ni le P.C.F. à cause de sa stratégie et de son projet de société, ni le P.S. qui reste encore trop une machine électorale, ni le P.S.U., parti de militants, peu apte à tenir largement les enjeux institutionnels.

Et pourtant des milliers, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, qui sont souvent des militants syndicaux, culturels, sociaux, familiaux, sentent la nécessité d'un engagement politique : ils seraient prêts à s'engager dans une organisation nouvelle, résolument socialiste et unitaire, capable d'appuyer, par son action et sa stratégie, le projet

**ET N'oubliez pas :
ccp Paris 14 020 44**



front des luttes

● cuirs et peaux... de chagrin

L'avenir du secteur « habillement, cuirs et peaux » est de plus en plus préoccupant pour les travailleurs. Dépôts de bilan, faillites, pertes de marchés internationaux, licenciements, chômage, c'est le triste faire-part de la mort lente de ces industries.

La liste des conflits est longue et les licenciements nombreux. Dans les cuirs :

— 2 300 aux **Tanneries Françaises Réunies** (Le Puy, Bort-les-Organes, Annonay) : mauvaise gestion, politique aventuriste d'emprunts, affaires douteuses (des cuirs traités, de basse qualité, achetés à des prix de misère au Bengla Desh, ont été refusés par l'URSS) ;

— 67 chez **Donval** à Rosporden (Finistère — ce département a vu la suppression de 1 000 emplois en 5 ans) ;

— 109 chez **Tachon** (chaussures) à Bordeaux ;

— 150 à l'entreprise de chaussures de la **Côte d'Argent** à Bayonne (associée à Eram) : plus d'argent des banques, plus de matières premières (pourant, le carnet de commandes est bien garni : 220 000 paires).

— 87 à la **Maroquinerie** et 62 à la **Mégisserie** de St-Junien (Haute-Vienne) : on licencie, mais 50 tonnes de peaux et deux machines viennent d'être livrées.

Et à Romans, les travailleurs en sont à leur 50e jour d'occupation.

Dans l'habillement aussi, c'est la grande valse :

— 1 000 licenciés au **Groupe**

Bayard (de renommée mondiale), 650 chez **Guichert et Coste** à Villeurbanne, 350 chez **Forelly** à St-Chamond, 47 chez **Maniglier** à Lille : toutes ces petites et moyennes entreprises sont devenues la proie des trusts et des financiers par l'intermédiaire d'un holding : la **SCOFAD** (Rhône-Poulenc, Lainière de Roubaix, Crédit Lyonnais, Crédit du Nord, Banque Lazard) ;

— 2 500 au groupe **Bourgeois** (habillement textile et métallurgie, à Grenoble, Le Puy, St Etienne) ;

— 350 au **Toro**, à Nîmes : là aussi, même scénario, malgré un carnet de commandes de 125 000 pantalons. Défilé à grand fracas de corrida dans les rues de la ville. L'entrevue avec le patronat nimois n'a pas donné grand chose ;

— 88 à la **Belle Jardinière**, reprise par les Frères Willot ;

— 100 aux **Ets Ambert**, à St Just-en-Chaussée (Oise) ;

— 100 à la **Manufacture elbœuvienne du vêtement**, à Elbœuf.

Soit 8 566 licenciements au total, et la liste n'est pas close puisqu'on enregistre la bagatelle de 220 fermetures d'entreprises par an, soit une par jour ouvrable.

Régression de la consommation sur l'habillement, difficultés au niveau des exportations, diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, conditions de travail déplorables, de nombreux jeunes qui sont des chômeurs en puissance, la situation n'est pas rose !

Les syndicats demandent que des mesures soient prises : retour aux 40 heures sans perte de salaire, le SMIC à 1 500 F, l'avancée de l'âge de la retraite avec pension complète, 5e semaine de congés payés, à condition d'avoir l'argent nécessaire pour partir en vacances. **F.C. ■**

● ORTF : ça tourne... en rond

L'O.R.T.F., c'est grand, c'est beau, c'est rond, ça a le sourire guimauve de Marceau Long, les ronds de jambe de Zitronne, le bé-a-ba compassé et niais des speakerines. A l'O.R.T.F., la culture fout le camp. Et on peut se demander ce que certains réalisateurs et producteurs peuvent bien faire dans cette grande machine.

On y supprime des émissions, des créations, au profit de séries et de films achetés à l'étranger. Les techniciens, les comédiens, artistes de variétés (qui sont hors statut) ont rejoint les producteurs et réalisateurs dans le mouvement revendicatif qui dure depuis plus d'une semaine et qui se prolonge encore, puisqu'ils n'attendent pas grand chose des discussions avec la direction.

Discussions à chaque fois recommencées, au hasard des changements qui de ministre, qui de directeur de l'Office... on vous reçoit, on vous écoute poliment, ça traîne, on n'a pas compris... et rebelote !

Toutes les catégories de travailleurs dénoncent une foule de choses ; question salaires, le contentieux existe depuis 1969. Rien de décisif depuis 5 ans. Les discussions s'enlisent. Du côté conditions de travail et sécurité de l'emploi, on réduit les équipes techniques, car on a moins besoin de créations. Des émissions enregistrées sont mises en pénitence et ne voient jamais le jour, d'autres se perdent dans les couloirs... Les producteurs n'ont pas d'existence légale, aucun lien juridique ne les liant à l'Office, celle-ci engage n'importe qui.

Les auteurs sont considérés comme de simples fournisseurs, ils ne sont pas consultés sur le choix des programmes, sur les budgets — pour le public, ils sont les grands inconnus de la télé.

Les acteurs, eux, ne peuvent exercer correctement leur métier, car on réduit le temps des répétitions ; leurs salaires représentent 1 % sur les 30 affectés à la production. De plus, ils ne sont pas représentés au comité d'entreprise. Les artistes de variétés eux, se plaignent de l'absence d'une politique de la chanson, domaine réservé aux maisons de disques (40 chanteurs sur 200 sont ainsi les privilégiés des programmes).

un livre blanc

Les syndicats demandent donc la garantie de l'emploi, le respect des conventions salariales, la révision du

protocole, la réunion de la commission paritaire (jamais réunie depuis un an), souhaitent sérieusement envisager l'avenir réservé aux différentes professions, faire respecter et connaître une culture qui n'est pas celle de Guy Lux, faire une télé adulte et non béatifiante, éviter la privatisation de l'O.R.T.F.

Le public, trop habitué à voir se dérouler des images dans les étranges lucarnes, comprendra-t-il bien cette grève ? Marceau Long avertissait et menaçait : « les lettres que je reçois mesurent le mal que le mouvement fait à l'Office. Poursuivre la grève pendant les discussions ne serait guère compréhensible ».

Et pourtant, les téléspectateurs ont tout à gagner de l'action menée par le personnel de l'O.R.T.F. Les différentes catégories de personnel travaillant à l'Office (radio et télévision) n'ont pas la possibilité de s'exprimer sur l'antenne, seule la presse peut mieux faire connaître leur combat. Un livre blanc sur l'O.R.T.F. a été réalisé par les journalistes. Il faudra s'y arrêter plus longuement. **Françoise CLAIRE ■**

▶ L'AVENIR DU PSU

d'une société où le pouvoir soit effectivement exercé par les travailleurs. C'est sur eux que doit s'appuyer la création d'une organisation politique de masse : ils assureront la dynamique nécessaire, la force d'appel sans laquelle il ne peut y avoir que fusions d'appareils ou contrats provisoires qui ne changent pas radicalement le rapport de forces.

Le P.S.U. entend tout faire pour répondre à leur attente et il serait prêt à se mettre en cause lui-même afin de créer les conditions nécessaires au développement d'une force politique puissante, appuyée sur une large base ouvrière. Encore faut-il qu'il ne soit pas seul à produire un tel effort.

Le Parti socialiste est directement concerné : dans son programme, il s'est référé à l'autogestion ; depuis 1971, il a voulu s'ouvrir à l'attente des masses et se fermer à certaines traditions social-démocrates ; par son accord avec le P.C.F., il s'est situé plus nettement à gauche et son premier secrétaire a réussi à dépasser cet accord même pour être aussi le candidat des forces socialistes autogestionnaires. Il reste au Parti socialiste à manifester qu'il ne s'agit pas là que d'une tactique momentanée propre à lui assurer des voix, mais qu'il est prêt à s'engager dans le mouvement réel des masses, dans une dynamique de victoire, pour un autre type de pou-

voir : acceptera-t-il de préparer une rencontre des forces socialistes avec les militants du P.S.U. et tous ceux qui aspirent à l'apparition d'une force politique nouvelle ? acceptera-t-il de se mettre en cause lui-même, s'il le faut, pour permettre une telle apparition ?

La réponse à ces questions ne saurait tarder : on peut espérer qu'elle soit positive. On peut s'inquiéter aussi de voir, ici ou là, des réactions de tendance ou de chapelle : certains craindraient-ils de se confronter dans la même organisation avec les militants les plus combattifs des luttes sociales et du socialisme autogestionnaire ?

l'avenir du socialisme

Si une rencontre des forces socialistes autour d'un projet d'avenir où s'exprimeraient les grandes orientations du socialisme autogestionnaire, apparaît possible, alors le P.S.U. s'y engagera totalement : un Conseil ou un Congrès national précèdera une telle rencontre pour savoir si le P.S.U. y participe et quel sens il lui donne. Nous ne ménagerons aucun effort pour parvenir à un accord.

Si cette rencontre est impossible ou si elle se vide de sens, en raison des blocages ou des

refus de telle ou telle organisation, il restera bien sûr au P.S.U. à explorer à nouveau la seconde voie, limitée à des militants politiques déjà formés, déjà confirmés. Ne nous faisons pas d'illusion : après l'échec du 19 mai 74, ce sera à nouveau une grande déception ; l'espoir de milliers de travailleurs, prêts à s'engager directement, sera une fois de plus déçu et la victoire de la gauche, la victoire du socialisme en sera rendue plus difficile.

Nous ne voulons pas le croire : nous sentons que la victoire peut être proche, si nous savons en prendre les moyens ; nous ne devons pas fuir nos responsabilités, au moment où la bourgeoisie fait feu de tout bois et n'hésite pas à brûler ses dernières cartouches.

L'avenir du P.S.U. n'a pas de sens s'il n'est pas l'avenir du socialisme dans notre pays. Depuis trois ans, des pas de géant ont été accomplis : grâce au P.S.U. (et s'il ne fut pas le seul il fut souvent au premier rang), le socialisme autogestionnaire est devenu une profonde espérance ; à l'intérieur de la classe ouvrière et pour tous ceux qui subissent l'oppression bourgeoise et l'exploitation capitaliste. Pour ne pas se déjuger le P.S.U. doit savoir répondre à cette espérance et se mettre au service de la victoire des forces populaires, pour le pouvoir des travailleurs.

Robert CHAPUIS ■

YOUGOSLAVIE :

nouvelle étape

« Nous devons définir nos tâches à venir clairement et de manière responsable, étant entendu qu'il nous faut analyser aussi nos erreurs et nos insuccès. Car nous en avons eu et en assez grand nombre. Nous devons le faire pour pouvoir aller de l'avant encore plus vite. Lénine soulignait à juste titre que l'esprit révolutionnaire d'un parti ou d'un mouvement se mesure notamment à la manière dont il se comporte envers ses fautes et ses défauts. Il ajoutait que rien que la volonté de les analyser était déjà la moitié du succès ».

Ainsi s'exprime Josip Broz Tito en présentant ce lundi 27 mai le rapport introductif au 10e congrès de la Ligue des Communistes yougoslaves. A quatre vingt deux ans, l'homme qui a attaché son nom à la lutte de libération de son pays, à la politique de non alignement et à l'expérience autogestionnaire demeure ce qu'il a toujours été : un lutteur. Voici un homme qui est déjà rentré de son vivant dans l'histoire. Et pourtant, ce qui le passionne et lui confère cette incroyable jeunesse, c'est l'avenir, l'avenir du socialisme dans son pays.

Tito est bien placé pour savoir que cet avenir n'est pas facile. La Yougoslavie se doit de surmonter simultanément des contradictions dont chacune pourrait suffire à ébranler un régime.

en mouvement

Pays socialiste et par conséquent lié, même indirectement, à l'évolution de l'Europe orientale, la Yougoslavie a dû établir une politique extérieure indépendante et une expérience socialiste originale malgré, et le plus souvent contre, ses partenaires idéologiques et géographiques.

Fédération de République autonomes, elle doit tout à la fois éviter la résurgence de nationalisme qui ferait éclater son unité sans pour autant recourir aux méthodes habituelles du centralisme bureaucratique et policier.

Enfin, engagée sur la voie de l'autogestion avec une économie au départ peu développée, la Yougoslavie doit affronter aujourd'hui le problème de son développement économique, de la lutte contre l'inflation et le chômage, tout en dépassant les problèmes inhérents à toute expérience autogestionnaire : le marché, la planification, l'égoïsme d'entreprise...

Que ce pays ait déjà « tenu le coup », qu'il ait même réussi par son expérience à devenir un pôle

de référence pour les nouvelles forces socialistes à l'Ouest comme à l'Est, qu'il soit aujourd'hui en train de se donner les moyens de surmonter ces contradictions est déjà en soi un phénomène assez extraordinaire.

Car le plus frappant dans ce qui se passe aujourd'hui en Yougoslavie depuis la promulgation, il y a quatre mois, de la nouvelle constitution, c'est de voir une société en mouvement.

Dans tous les contacts que nous avons eus, François Péronnet et moi-même qui représentons le PSU au 10e Congrès de la Ligue, l'impression était toujours la même : nous trouvions des interlocuteurs prêts à discuter avec nous de tous les problèmes, et collectivement passionnés par la nouvelle étape de leur expérience.

Je me souviens de cette visite à Zagreb de l'entreprise OKI, principale usine de chimie organique du pays. Il y avait là le directeur nouvellement élu (mandat de 4 ans reconductible), le responsable du conseil ouvrier, le secrétaire du comité d'entreprise et deux représentants de la Ligue des Communistes.

développer l'autogestion

Au lieu d'une rencontre protocolaire, nous avons eu un débat passionnant de trois heures, entrecoupé d'un meeting avec les travailleurs de l'entreprise. La discussion a porté sur tout. Quelle politique économique pour votre entreprise ? quel éventail des salaires ? y-a-t-il possibilité de révocation du directeur et des autres élus ? comment favoriser une intégration économique qui ne soit pas soumise aux seules lois du marché ? A chaque fois, débat passionnant et serré car nous ne nous contentions pas, loin de là, d'acquiescer à tout ce que nous disaient nos interlocuteurs. La réciprocité étant vraie d'ailleurs, vu l'intérêt considérable qu'ils portent à

l'évolution de la gauche en France, le poids du courant autogestionnaire, l'impact de luttes comme Lip...

L'essentiel de la perspective nouvelle telle qu'elle se dégage de la nouvelle Constitution et des résolutions du 10e Congrès peut se terminer ainsi : développer considérablement l'autogestion pour répondre aux contradictions de la dernière période. Au fond, me disait un responsable yougoslave, l'autogestion est restée jusqu'ici en grande partie extérieure aux travailleurs eux-mêmes. Tout le problème est aujourd'hui de donner effectivement un contenu au pouvoir des travailleurs.

Il s'agit de faire de l'autogestion la base d'un nouveau mode de production fondé sur la propriété sociale (et non étatique) des moyens de production sur ce que les Yougoslaves appellent « l'organisation du travail associé ».

L'article 10 de la nouvelle Constitution, intitulé « le statut de l'homme dans le travail associé et la propriété sociale » précise notamment :

« L'organisation socio-économique socialiste de la RSFY se fonde sur le travail librement associé avec les moyens de production appartenant à la société et l'autogestion des ouvriers dans la production et la répartition du produit social... »

communautés d'intérêts

Autre élément important : la volonté de dépasser les formes de la démocratie bourgeoise par un système de délégation qui représente les intérêts de l'homme réel, en tant que producteur, consommateur ou habitant et non en tant que « citoyen abstrait ». C'est notamment le rôle des communautés d'intérêts associant entreprise, école, habitat et services.

Expérience passionnante donc, même si demeurent de lourdes questions sur le plan économique comme sur le plan politique. Au moins, le 10e Congrès de la Ligue Communiste a-t-il eu le mérite de ne pas les masquer.

Une période nouvelle s'ouvre aujourd'hui pour la Yougoslavie socialiste. Elle sera sans aucun doute suivie avec le plus grand intérêt pour tous ceux qui, dans notre pays, se battent pour l'instauration d'un socialisme autogestionnaire.

Géard FERAN ■

● en éternel transit

De nombreux travailleurs immigrés vont participer à la construction des autoroutes A15 et A 86. Ces autoroutes doivent passer dans la zone du port de Paris à Gennevilliers (92), là où habitent 3 000 immigrés. Donc, on les expulse. Mais on prévoit de les reloger dans la zone des échangeurs des autoroutes. Bruit, poussière, pollution, éloignement des commerces ; des lieux sociaux et publics. Et puis ce sera une nouvelle fois des logements de transit à titre définitif...

Finalement on propose à ces travailleurs de quitter leur habitat actuel vétuste et inconfortable pour retrouver le même un peu plus loin. C'est proprement scandaleux. Un comité de défense s'est créé à Gennevilliers avec la participation des syndicats et partis. Il vient d'intervenir auprès du conseil général. Bof !

● dans les hôpitaux...

On manque de personnel dans les hôpitaux, c'est connu. Alors on utilise les élèves-infirmiers (res) pour faire le travail des infirmiers inexistantes. Et les élèves en question n'aiment pas ça. D'abord parce qu'ils ne sont pas payés en rapport avec le travail fourni. Et puis ils sont encore des travailleurs en formation à qui bien souvent on confie des responsabilités au-dessus de leurs connaissances.

Ils sont décidés à montrer les dents. Après une première réunion nationale le 2 juin à Chamalières, ils se retrouvent les 15 et 16 juin à Paris.

● assurances

Après les banques et la bourse, c'est le secteur des assurances qui a connu ces dernières semaines des mouvements revendicatifs importants. Après trois semaines de grève dans le groupe de l'ancienne mutuelle le salaire minimum était porté à 1 200 F par mois. Mais le mouvement se poursuivait à Rouen pour, notamment, la cinquième semaine de congé. Trois semaines de grève également pour les employés de Lloyd's à Roubaix qui obtenaient 1 210 F minimum par mois. Dans le nord, les employés du « GAN », « Flandre », « Mondiale » ont participé à ce mouvement.

● psychiatrie

Depuis quarante jours les employés de l'hôpital psychiatrique de Cayssols (Rodez) occupent les locaux ; une partie du personnel est en grève totale depuis 10 jours. La direction assure les soins en utilisant à plein temps des élèves-stagiaires qui ne peuvent de ce fait suivre leurs cours. Mais surtout les hôpitaux du Puy et de Privas du même groupe se sont mis en grève.



LES PALESTINIENS FACE A NIXON

de notre envoyé spécial au Caire

LE CAIRE — Sitôt Yasser Arafat et les 180 délégués du Conseil national palestinien partis, voici Nixon qui débarque flanqué de Kissinger, son sauveur — celui que Sadate appelle maintenant « son frère » — avec dans leurs bagages 600 policiers, fonctionnaires et journalistes, et l'arsenal habituel de gadgets : c'est cela le Caire aujourd'hui. Six millions d'habitants qui se battent pour monter dans les autobus pendant que leurs bourgeois sirotent des rafraî-

chissements sur les bords du Nil, à l'ombre des pyramides ; un nouveau Raïs qui néglige de plus en plus les références au « grand » Nasser et s'apprête à larguer un à un les derniers morceaux de socialisme égyptien, et surtout un chassé-croisé diplomatique qui rend plus que perplexes l'austère correspondant de l'agence Chine Nouvelle.. Une sorte de fuite en avant où le meilleur côtoie le pire...

Le meilleur d'abord : une bonne session du Conseil national palestinien, la douzième du nom. Plusieurs fois retardé, précédé des prises de position les plus contradictoires, présenté par certains comme la réunion de la dernière chance, le « parlement » des Palestiniens a abattu en dix jours un travail que la plupart de ses membres ont jugé exceptionnel : en densité, en clarté, en sérénité. Tous ont loué « l'absence d'ingérences arabes », une fois n'est pas coutume, et Yasser Arafat a parlé de « miracle » : pas de grande dispute, d'ultimatum, de scission, comme certains l'avaient craint ou espéré

à huis-clos

Les enjeux — il est vrai — étaient de taille (cf. TS du 20.3.74) : créer ou non un gouvernement provisoire, avec le risque de permettre à l'Egypte et à d'autres pays arabes de se décharger

● pour les enfants de palestine

Le 15 juin, à 15 h., au grand théâtre de la Cité Universitaire à Paris, un après-midi de théâtre, chants et danses folkloriques palestiniens, et un récital Paco Ibanez, le tout pour permettre d'acheter des livres, des cahiers, et des jeux éducatifs aux enfants réfugiés de Palestine.

CCP Paris 12.963.32 « Solidarité Enfants Palestiniens ».

sur lui de leurs devoirs ? Accepter ou non la création d'un mini-Etat palestinien à Gaza et en Cisjordanie, territoires actuellement occupés par les Israéliens) et risquer ainsi d'avoir à reconnaître l'Etat d'Israël comme de se laisser enfermer dans un espace peu viable économiquement ? Aller ou non à Genève sur quelle base, et avec qui ? On voit qu'à défaut d'être pour la Résistance la conférence de la « dernière chance » — et la capacité

militante des forces qui composent l'OLP prouve assez qu'elle n'en est pas là — c'est quand même quelque chose comme la croisée des chemins...

Les travaux s'étant déroulés à huis-clos, il est difficile d'en rapporter le détail. Mais l'important, ce sont les « dix points » sur lesquels se sont mis d'accord des délégués qui représentent l'ensemble de la résistance palestinienne, du Fath d'Arafat au FPLP d'Habache, en passant par le FDPLP de Nayef Hawathmé, le Front de Libération arabe (baasiste d'Irak), l'Armée de Libération de la Palestine, le FPLP-Commandement général, la Saïka (baasiste de Syrie), et les organisations de masse : Unions générales des travailleurs, des étudiants, des écrivains et journalistes, des femmes de Palestine. En tout 187 participants, dont une trentaine représentant les organisations non directement politiques, et de nombreux délégués indépendants, notamment des territoires occupés (dont plusieurs se retrouvent au nouveau comité exécutif du Conseil).

les dix points

Cette charte adoptée à l'unanimité, la voici en résumé :

- 1) pas de question d'entamer des discussions — et notamment à la Conférence de Genève — si c'est sur la base de la résolution 242 du Conseil de sécurité qui se borne à demander « un juste règlement du problème des réfugiés » et ignore les droits nationaux du peuple palestinien ;
- 2) tous les moyens sont bons, et en particulier la lutte armée, pour libérer la terre nationale, établir un pouvoir populaire sur toute partie de la terre palestinienne qui aura été libérée ;
- 3) pas de mini-Etat palestinien à Gaza et en Cisjordanie si le prix en est la reconnaissance de l'Etat d'Israël et le renoncement au droit de retour du peuple sur sa terre ;
- 4) toute étape dans la voie de la libération n'est qu'un pas vers la réalisation

du seul objectif stratégique : l'édification d'un Etat palestinien démocratique ;

5) l'OLP continue à lutter avec les forces patriotiques jordaniennes pour la création d'un front jordano-palestinien qui sera lié, le moment venu, à la création de l'entité nationale palestinienne (NDLR : en clair, pas de collaboration possible avec la royauté hachémite, considérée comme non démocratique et au surplus traître à la cause nationale) ;

6) il faut favoriser la création d'une

unité combattante qui unisse les militants palestiniens et jordaniens, et l'ensemble des forces de libération arabes qui approuvent ce programme ;

7) cette lutte pour l'unité des forces du champ de bataille est la contribution palestinienne à la cause de l'unité arabe ;

8) l'OLP fera tout pour renforcer ses liens avec les pays socialistes et les mouvements de libération dans le monde pour déjouer les complots impérialistes et scionistes ;

en bref

● **SITUATION TENDUE EN EUROPE.** Sur le plan économique, les « 9 » essaient de coordonner leurs plans d'austérité et envisagent de fortes hausses sur le prix de l'essence. Ces hausses présentent toutes un caractère de « saut qualitatif » (en France, on parle de 2,34 F le litre de super) et leur répercussion sur l'emploi dans l'automobile ne peut qu'être dramatique... Il y a d'autres moyens de sortir d'une civilisation exclusivement consacrée au culte de l'automobile.

● **SUR LE PLAN SOCIAL,** le Conseil des ministres du travail lors de sa session à Luxembourg a étalé ses divisions et son inefficacité. Tout le monde se plaint des « multinationales », mais personne ne veut tenter quoi que ce soit pour les contrôler. De ce conseil, où l'on notait un Durafour remarquablement muet, on ne retiendra pas grand chose sinon un vague programme de formation et d'accueil pour les Italiens qui émigrent en Allemagne (rien pour les autres immigrés), et une promesse d'agir pour reclasser les handicapés : assistance sociale et paroles verbales, telle est la devise de l'Europe sociale... On ne fait pas de social sans socialisme. La preuve : les ministres se sont séparés sans avoir pu élaborer une protection minimale commune contre les licenciements collectifs ; et avec un lâche soulagement.

● **L'EUROPE TOUJOURS : EN ITALIE,** le gouvernement Rumor (centre-gauche) est tombé. Un de plus ? Pas tout à fait. Les résultats conjugués du référendum sur le divorce et de la découverte du plan fasciste de provocations à l'échelle nationale offrent pour une fois à la gauche italienne une chance importante de tenter une transformation progressiste de la société transalpine. Mais l'absence de division explicite à l'intérieur de la DC, reprise en main par Fanfani malgré l'échec sur le divorce, le refus du PS italien de se laisser « enfermer » dans une vraie alternative de gauche, la tentative du « compromis historique » avec la DC du PC italien, provoquent un blocage total de la situation politique, qui demeure entre les mains de la « classe politique », experte en manœuvres « florentines ».

Encore une fois l'absence d'une force neuve et réellement socialiste aux côtés d'un PC italien ouvert par bien des côtés se fait cruellement sentir.

● **L'IRLANDE,** elle aussi, se cherche. L'attitude relativement conciliante des travaillistes à l'égard des catholiques, voire de l'IRA (manifestations des militants de l'IRA en uniforme devant le siège du gouvernement à l'occasion de l'enterrement de l'un de ses membres, Michel Gaughan, mort des suites d'une



Un camp de Fedayin près de Beyrouth...

Un homme qui représente toute la Palestine...

Un président dévalué qui se refait une popularité sur le dos des Egyptiens...



PAS SERIEUX ?

Selon « Le Point » du 10 juin, « les enquêteurs de l'affaire Rebotier, PDG de la société Gaumont (fraude fiscale portant sur 40 milliards anciens) n'excluent pas que l'argent détourné ait alimenté les services secrets israéliens pour servir à la lutte anti-palestinienne en Europe ».

Ses deux comparses, Tibor Hadju et Samy Flatto, aujourd'hui réfugiés en Israël, auraient été les principaux bénéficiaires de cette fraude à grande échelle.

« Et si derrière les colis piégés qui ont tué Boudia et Hamchari, les balles qui ont abattu Koubaissi, on trouvait les milliards échappés au fisc français dans la combine Rebotier-Hedju-Flatto », demandons-nous dès le 14 mars 1974 (TS n° 610), en concédant — pour nous faire pardonner — que TS décidément ne serait jamais un journal sérieux. Eh bien, « le Point » lui aussi n'est pas sérieux !

9) le reste est technique, et c'est aux instances de l'OLP d'en choisir les moyens, à la lumière du programme ainsi défini ;

10) le comité exécutif de l'OLP mettra en œuvre concrètement ces moyens, mais s'il surgissait un problème de destin qui concerne l'ensemble du peuple palestinien, il convoquerait un conseil national extraordinaire.

Telles sont les résolutions adoptées après de longues et parfois âpres discussions par ce Parlement en bras de chemise, dans le climat de simpli-

cité et de rigueur qu'a su imposer la Révolution palestinienne, et qui fait qu'il ne ressemble — sur le fond comme sur la forme — à aucun autre parlement arabe (1). Au total, l'unité de l'Organisation de Libération de la Palestine est donc sauvegardée ; elle pense être le seul représentant valable du peuple palestinien ; et il n'est pas question qu'en ces temps de compromis et de cessez-le-feu, elle aille à Canossa. Commentaire du représentant de l'OLP à Paris, qui a suivi ces travaux de bout en bout : « Un des conseils les plus calmes et sereins de l'OLP ; un des plus riches aussi en

contenu politique ».

et le Quai ?

Les nuages, ils sont ailleurs : la versatilité de certains gouvernements arabes, et le grand jeu des Américains au Moyen-Orient ; les manœuvres du roi Hussein ; la répression israélienne dans les territoires occupés ; et l'attitude de certains régimes occidentaux à l'égard de la résistance palestinienne. Celle de la « nouvelle France » par exemple, celle de Chirac, Sauvenargues et Giscard d'Estaing. Michel Jobert avait demandé en mars à rencontrer des représentants de l'OLP et puis la rencontre n'a pu avoir lieu en raison du décès de Pompidou. Mais la délégation de l'OLP a pu s'entretenir avec certains responsables du Quai d'Orsay ; et des choses intéressantes y ont été dites : par exemple que le Quai approuvait le point de vue palestinien concernant la conférence de Genève et qu'il trouvait lui aussi que se fonder sur la résolution 242 n'amènerait à rien ; et puis qu'il jugeait lui aussi que

« les autres parties internationales » (c'est-à-dire essentiellement les membres de la CEE et les principaux pays du Tiers-Monde) devaient également participer au règlement de toute cette affaire...

Tout indique que nos nouveaux maîtres auront une attitude moins compréhensive, plus « américaine » pour tout dire. Auquel cas un renforcement de la solidarité et de l'action militante en faveur des résistants palestiniens s'imposera à toute la gauche française. Et il faudra bien que le PS choisisse : où certains problèmes internes rejoignent la pratique internationale...

Philippe MARIELIE ■

(1) Il y a quand même eu un « couac » notable à l'issue de ces travaux : le FPLP-Commandement général, dont le leader est Ahmed Djebril, semble avoir approuvé les « 10 points » au Caire, mais les a dénoncés quelques heures après leur adoption depuis Beyrouth. D'autre part, le comité exécutif enquêterait sur une déclaration publiée également à Beyrouth pendant le conseil et prêtée au FPLP, qui menaçait de mort les dirigeants palestiniens s'ils acceptaient de se rendre à Genève. On veut croire qu'il s'agissait d'un faux...

grève de la faim en prison) constitue un élément d'équilibre dans le jeu très dur que mènent les extrémistes protestants des volontaires de l'Ulster : nouvel attentat en quartiers catholiques, menace contre les sœurs Price qui ont obtenu d'être transférées à Belfast, à l'issue d'une longue grève de la faim.

L'IRA vient de remporter deux succès politiques qui prouvent que, bien que partiellement décapitée par un récent coup de filet, elle se réorganise. Et il faut bien dire qu'elle demeure un élément essentiel de la protection de la communauté catholique en Irlande du Nord, face aux troupes fanatisées du pasteur Paisley. Il est possible d'ailleurs, que des conversations aient lieu directement entre IRA et certains protestants actuellement, pour saisir la chance que fournirait, peut-être, un désengagement progressif de l'Angleterre au niveau militaire. Mais on doit craindre un raidissement des extrémistes protestants, qui n'hésitent plus à recourir ouvertement au terrorisme aveugle et dont la réaction des pieds noirs peuvent bouleverser le jeu politique.

Jeu politique qui ne peut trouver de solution qu'en termes de classe, et non de cristallisation d'affrontements historiques qui ne profitent qu'aux possédants. Le problème reste que là comme dans d'autres

pays ou régions, (par exemple, le Pays basque) la lutte nationale demeure encore le véhicule et l'intermédiaire vers la lutte populaire contre l'exploiteur et qu'il ne suffit pas de proclamer que le conflit est « désuet » pour lui rendre son caractère de lutte de classe claire et sans ambiguïtés (à ce propos, une exposition itinérante sur « l'Irlande nouvelle » sera présentée à la Fête du PSU).

● **TOUJOURS EN EUROPE, MAIS A GENEVE** où la conférence internationale du BIT ne se déroule pas avec le calme habituel : ce ne sont que manifestations, motions de protestations, refus de siéger des organisations syndicales démocratiques, qui refusent la reconnaissance des syndicats officiels, que le Chili fasciste de Pinochet a substitué à la CUT, dont nombre de dirigeants sont en procès et risquent le pire. Il ne sera pas facile à l'hypocrisie bourgeoise et à l'impérialisme américain de faire admettre des complices de la peste brune au sein du BIT. Dans leurs organisations syndicales, les militants PSU sont invités à organiser la protestation (motions, pétitions, demande à la confédération...) contre ce nouveau crime des fascistes chiliens.

Daniel LENEGRE ■

● Abelin = ITT = Assassin du peuple chilien

Après avoir collaboré avec l'Allemagne hitlérienne, après avoir provoqué largement le coup d'état fasciste contre le gouvernement Allende, I.T.T. vient prendre place aujourd'hui au sein du gouvernement français.

En effet, Pierre ABELIN, ministre de la coopération est administrateur de deux filiales I.T.T. en France : Le Matériel Téléphonique, et la Compagnie Générale de Construction Téléphonique.

Nous avons assisté à la complicité du gouvernement Français avec la junte fasciste mise en place avec l'appui d'I.T.T. au Chili, notamment par la reconnaissance immédiate de son ambassadeur, par des crédits accordés aujourd'hui au Chili et toujours refusés au gouvernement de

l'unité populaire et par la fourniture directe d'armes aux assassins du peuple chilien

La pénétration du gouvernement français par le trust I.T.T. et la présence de 31 filiales I.T.T. en France démontrent la collusion des intérêts multinationaux d'I.T.T. et de la politique poursuivie par notre gouvernement.

Nous ne pouvons accepter cet état de fait et nous appelons le peuple français à la vigilance face à cette provocation.

Cet appel, présenté par les groupes d'Action Non-violente, a déjà été signé par plusieurs organisations, dont le PSU.

un défi

Cette fête est un défi. Un défi à ce printemps qui n'en finit pas de jouer à l'automne, et de se contenter de 49,3 % de soleil.

Un défi à la bienséance qui voudrait, sans doute, que ce ne soit pas un moment pour chanter et rire, quand la droite conserve le pouvoir, quand elle nous annonce le temps des vaches maigres et de l'austérité ; nous lui disons que nous gardons le moral, et que pour nous la musique, le théâtre, la danse, c'est aussi une façon de combattre.

Un défi à la « culture » poussiéreuse et à celle du show business ; nous entendons montrer que la création n'est pas objet de contemplation ni de commerce, qu'elle s'enracine dans la vie de tous les jours, ses joies, ses souffrances, ses combats.

Un défi à ceux qui ont le socialisme triste, la révolution sinistre, le dogme ombrageux. Nous leur rappellerons que nous avons à faire œuvre de vie, que la libération d'un peuple, c'est dur, mais ça se chante aussi. Retrouver la fête dans le combat pour la liberté, c'est par exemple ce qu'ont fait les Lip. Avec chacune de leurs différentes expériences, aussi différentes que celles du Portugal ou du Chili, des camarades de nombreux pays seront là pour nous le rappeler aussi.

Un défi à nos propres habitudes militantes trop souvent stérilisées par leur manque de chaleur communicative. Que ces deux jours ne soient pas une courte parenthèse de capacité à dialoguer, à communiquer, à vivre collectivement, à libérer l'expression, mais qu'elle nous serve par la suite !

Un défi à ceux qui ont voulu, veulent, ou voudront nous museler ou nous enterrer. La fête, c'est une façon de rire au nez des fossoyeurs du PSU, du courant qu'il représente ; c'est une façon de faire connaître la masse de ceux avec qui nous partageons les mêmes luttes et les mêmes espoirs, et la force potentielle qu'ils constituent.

Un défi aux maîtres du monde capitaliste et à ceux de ce pays. Quelques semaines après leur rétablissement laborieux au pouvoir, cette fête leur rappellera l'explosion de joie qui se prépare pour le jour où ils seront remerciés.

A quelques jours de la Saint Jean d'été, de la fête du solstice où, autrefois, le saut du feu symbolisait le soleil basculant de l'autre côté de l'année, nous fêterons notre espérance du jour où l'humanité aura basculé toute entière du côté du nouveau monde qu'elle porte en elle.

Chantons les lendemains que nous préparons !

Michel MOUSEL

AU JOURD'HUI

samedi

PODIUM

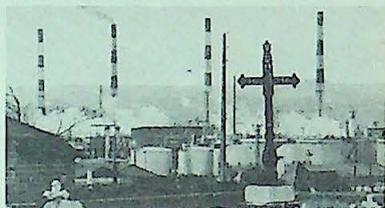
- 15 H : CHUQUICAMATA
- 16 H : ROGER MASON
- 16 H 45 : STEVE WARRING
- 17 H 45 : GRAEME ALLWRIGHT
- 18 H 45 : GILLES SERVAT
- 19 H 30 : GERARD DELAHAYE
- 20 H : DANSEURS AFRICAINS
- 20 H 45 : Y. SIMON
- 21 H 30 : PIA COLOMBO
- 22 H 30 : TAMARA
- 23 H 30 : VAN MAL
- 24 H 30 : NEMO
- 0 H 30 : LARD FREE

CABARET

- 14 H 30 : LIGEA
- 15 H 30 : CASTELEMIS
- 16 H 15 : JEFF ET MICHEL
- 16 H 45 : JEAN SOMMER
- 17 H 30 : « MONSIEUR GNAKA » (THEATRE DE FOISSY)
- 18 H 30 : CLAUDE ANTONINI
- 19 H : UTGE ROYO
- 19 H 30 : THEATRE DU M.T.A.
- 20 H 30 : JACQUES BERTIN
- 21 H 30 : ORCHIDEE
- 22 H : FEST NOZ, GRANT DROUG, NEVEN OESPERN

2 débats (animés par Victor Leduc)

● ECOLOGIE samedi 16 H 30



● ELECTIONS ET LUTTES SOCIALES dimanche 16 H 30



● ET DES FORUMS

sur l'armée, les immigrants, les femmes

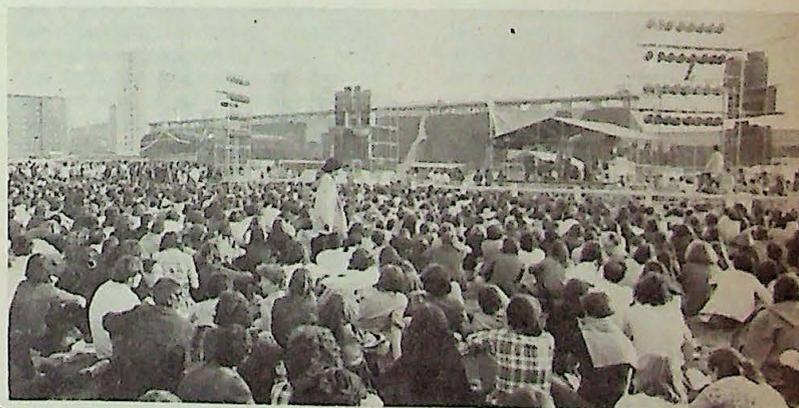
arts plastiques

Des artistes plasticiens « engagés », sans sélection, sans critère esthétique afin de faire connaître à un public important le travail de ces plasticiens. Participent en réalisant leur travail sur place : Atelier Populaire 20ème (Sérigraphie), Front des Artistes Plasticiens (gravure) F.A.P.

La Jeune Peinture participe collectivement en présentant un ensemble de 80 toiles (noir-blanc) sur le thème : le travail. De nombreux artistes exposeront également de manière individuelle.

● Groupes : Texturation (Galerie Rencontre), A.P. Arnal, Pimncemin, Duchêne, Reigl, Badin, Jassaud, Isnard, Charvolen.

● Participants individuels : Busse, Vaweois, Darotchetche, Fleury, Fromanger, Georgein, Miralda, Rabascall, Selz, Tisserand, Picart, Naves, Xifra, Morteyrol, Tomasello, Rierge, Nikos, Meiman, Birga, Uhart, Chabot, Gaudrion, Valentiner, Camioni, Leray, Messac, Rougemont, Guichard, Naccache, Yvaral, De Turville, Chastaing, Spacagna, Pierrakos, Boujon, D'Acher, Criton, Bilweis, Le Boul'ch, Givere, Mathieu, Marfaing, Atila, Claisse. Du dessin d'humour avec Jean-François Battelier.



les éditions Syros

● Un stand « énaurme », avec des bouquins, plein de bouquins, à des prix sans concurrence. Et avec des auteurs : Edouard Depreux, Yvan Craipeau, Philippe Brachet, André Barjonet, Bernard Jaumont et Daniel Lenègre, le collectif Chili,

LA FÊTE A MEUDON

dimanche

PODIUM

- 14 H :
CHANTEUR CHI-
LIEN DU MAPU
- 14 H 30 :
PACO IBANEZ
- 15 H 30 :
MACHUPICHU
- 16 H 30 :
F. LEMARQUE
- 17 H 15 :
UNA RAMOS
- 18 H :
F. BERANGER
- 19 H :
OFFENBACH
- 20 H :
F. SOLLEVILLE
- 20 H 45 :
S. REGGIANI
- 21 H 30 :
ZAO
- 22 H 30 :
A. JACKSON

CABARET

- 12 H :
CLOWN MAC LO-
MAS

- 13 H :
ROBINSON CRU-
SOE (RAMONA PARA)
- 14 H :
« MONSIEUR
GNAKA »
- 15 H :
AR BRESKENE-
RIEN
- 15 H 40 :
MANS DE BRESH
- 16 H 30 :
MARIE ROUANET
ET CHARLIE
- 17 H 15 :
KIRJUEL
- 18 H :
TUPI OR NOT TUPI
- 19 H :
YANQUETRUZ
- 19 H 30 :
F. MARQUEZ
- 20 H :
CARLOS ANDREU
et THEATRE
PALESTINE
- 20 H 45 :
« LE PETIT TRAIN
DE M. KAMODE »

et puis, toute la journée, et partout, le **GRAND MAGIC CIRCUS** de J. Savary.



la fête des enfants

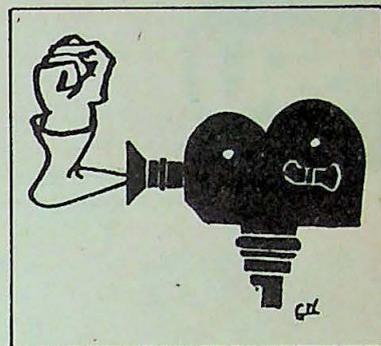
● Pour eux, entrée gratuite, et animation spéciale avec sculpture, peinture, musique, nombreux restaurants, buvettes et garderies.



- Samedi :
14 h : Troupe du Poly-
pode
15 h 30 : Théâtre Nuit :
Deux enfants et le vent et
Arlequin.
17 h 30 : Marionnettes
du Lapin Noir.



- Dimanche :
14 h : Théâtre Nuit :
Deux enfants et le vent et
Arlequin.
15 h 30 : Troupe du Po-
lypode.
17 h : Marionnettes du
Lapin Noir.



cinéma politique

- « HISTOIRE D'A »



- « JOURS DE GREVE
EN VENDEE »



- « SAHEL »



- « ALLENDE » ET
SEPTEMBRE CHILIEN »



- et aussi...

Les enfants du gouvernement Apollon
Pennaroya - Nouvelle Société
Gardarem lou Larzac
Films bretons
Films occitans
Le train en marche
Le bonheur
Lip de mai à septembre
Tupamaros
La semence de l'aurore
La métamorphose du chef de la police
Quand le peuple s'éveille
OKAMAHU
Un jour je me suis demandé
La première année

THÉATRE DE FOISSY

■ A Meudon, Guy Foissy et ses comédiens donneront, avec « Monsieur Gnaka », une autre pièce « La poigne », trois fois par jour dans des stands ayant des bars. Six représentations en deux jours, faut le faire... et venir voir.

Jean-Jacques Lubrina, Michèle Manceaux, Alain Jaubert, François Borella, Michel Rocard, Robert de Caumont, Julien Fabre...

● Et des disques... ça tournera à pleins sillons avec Jacques Bertin, et des prix... on n'ose plus y penser tellement c'est avantageux !

la librairie Syros

tribune

socialiste

